

1963

C O N F E R E N C E E X T R A O R D I N A I R E  
d' E U R O P E O C C I D E N T A L E  
P O U R L' E S P A G N E.

(4 & 5 Mai 1963 - Salle Adyar à Paris)

---

A N A L Y T I Q U E D E S T R A V A U X

---

Séance d'ouverture du Samedi 4 Mai à 17 h 30

Monsieur Michel SCHUVER, secrétaire général de la Conférence, annonce que le bureau de travail propose la présidence collective suivante :

FRANCE : Jules MOCH

le Président DALADIER

Georges BRUTELLE, secrétaire adjoint de la SFIO

François BILLOUX, ancien ministre (PCF)

Mme Colette KAHN, secrétaire de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme.

M. VAUSSARD, vice-président de "Pax-Christi"

Daniel MAYER, président de la Ligue des Droits de l'Homme

Claude FUZIER

M. Maurice JOYEUX, syndicat F.O.

ITALIE : M. AGNOLETTI, maire adjoint de Florence, représentant M. LA PIRA

Lelio BASSO, député - Direction du Parti Socialiste Italien

Gian Carlo PAJETTA, député - Secrétariat du Parti Communiste Italien

Adriano PAGLIETTI du Comité Démocrate-chrétien de la ville de Rome

M. Renato BETOSI, président de la F.S.M.

Gde-BRETAGNE : John MENDELSON

SUISSE : André SANDOZ

LUXEMBOURG : Me René BLUM

BELGIQUE : Me Jules WOLF

DANEMARK : Mme Greite ABELL, du Comité danois pour l'Espagne

AUTRICHE : Dr Erika UNGER-DREILING

PAYS-BAS : M. R.F. BEERLING, professeur à l'Université de Leyde

PORTUGAL : Mme Maria LAMAS, Ecrivain.

M. MENDELSON, membre du Parti Travailleiste, ouvrant la conférence, relate qu'il était à Madrid lors de la dernière audience du procès Julian GRIMAU.

Informé que la peine de mort serait demandée et prononcée et accomplie quelques heures après le verdict, il prit l'avion pour Madrid et travailla à entrer en contact avec les autorités pour demander la grâce. Mais nous savions qu'il s'agissait d'un déni de justice.

Et M. MENDELSON relate les irrégularités du procès : absence de témoins (bien qu'il en existât), entraves aux droits de la défense, enfin les fondements de l'accusation qui révélaient un acte de vengeance politique plutôt que de justice.

M. MENDELSON dit les difficultés qu'il a eu à entrer en relation avec les autorités espagnoles, le gouvernement espagnol siégeant en permanence, tandis que l'exécution se préparait et que nul ne pouvait entrer en relation

avec le prisonnier. Mr MENDELSON avertie alors ses amis politiques à Londres pour qu'ils suscitent des interventions. Mais, dit-il, une tragédie était sur le point de se produire et GRIMAU fut exécuté avant que les interventions puissent être faites. Le gouvernement espagnol avait hâté l'exécution pour prévenir l'intervention des hommes civilisés.

Mr MENDELSON a constaté que l'opinion espagnole était que les tentatives pour une libéralisation du régime se heurteraient à la volonté des milieux franquistes de maintenir dans le pays un climat de terreur et de guerre civile.

L'importance en Espagne de l'opinion mondiale et sa réprobation, ajoute Mr MENDELSON a créé cependant une profonde émotion dans le pays.

Nous nous trouvons devant une injustice qui dépasse toutes nos différences politiques et je puis assurer la Conférence que cette exécution a provoqué en Grande-Bretagne une unanime réprobation.

Les assertions mensongères de Franco concernant les conditions du procès n'y ont rien changé. Je suis persuadé que les nombreuses personnalités qui se sont associées à cette conférence élèveront une voix qui sera entendue et que nous rendrons un immense service à l'Espagne.

Rappelant la politique de non-intervention, Mr MENDELSON affirme qu'il est de la plus haute importance que nous fassions face à nos responsabilités.

Exiger d'abord la justice pour les prisonniers politiques en Espagne, c'est aider, dit en substance Mr SCHUVER le peuple espagnol à se libérer.

Mr SCHUVER signale que dans cette affaire la presse britannique, la B.B.C. se sont montrés dignes des meilleures traditions d'un pays libre nous nous en montrerons dignes également par notre participation à cette conférence.

Mr SCHUVER rappelle comment a été convoquée cette conférence après le crime commis à Madrid. Le crime nous n'avons pas pu l'empêcher. Mais nous nous sommes jurés de faire tout notre possible pour que cela ne se reproduise plus.

Pourquoi ce crime ? Que faire pour empêcher qu'il se reproduise ?

Mr MARCOS ANA, poète espagnol, dont Mr SCHUVER rappelle qu'il passa 18 années de sa vie à la prison de Burgos, est invité à prendre place à la tribune sous les applaudissements de l'assistance.

Mr SCHUVER donne des exemples de l'importance des interventions de l'opinion : annulation par l'Equipe National Danoise de Football de son match avec le Real Madrid ; refus des dockers de Gênes de décharger les navires espagnols, pétition des professeurs de Florence pour que les représentants franquistes ne soient plus admis à l'U.N.E.S.C.O., etc...

Coordonner ces actions, obtenir qu'elles se multiplient, c'est de là qu'est née l'idée de cette conférence.

L'Espagne est une nation, soeur de toutes les nations représentées mais plus malheureuse que les nôtres.. Nous ne voulons pas isoler l'Espagne, ni le peuple espagnol que nous aimons et que nous voulons aider. Nous voulons isoler Franco simplement.

Auprès de tous ceux à qui nous nous sommes adressés, nous avons rencontré un accord profond.

Ici tous les hommes de bonne volonté, quels qu'ils soient, peuvent prendre la parole et faire des propositions d'action.

Quel ordre du jour ? Une simple phrase de Madame GRIMAU : "Que mon mari soit la dernière victime de l'esprit de guerre civile en Espagne".

Une information est venue ce matin que le Conseil des Ministres à Madrid a décidé de constituer un tribunal spécial civil pour les procès politiques, qui ne seront plus soumis au tribunal militaire "Sumarissimo". C'est un succès de notre protestation . Mais c'est encore insuffisant.

Notre action est-elle efficace ? Elle ne l'est pas encore assez, mais elle peut le devenir .

Mr SCHUVER donne lecture d'un message de Mr SARAGAT, leader du Parti Social-Démocrate Italien, qui donne son adhésion à la Conférence et de Mr Pietro NENNI du Parti Socialiste Italien, de Mr Léo COLARD, président du Parti Socialiste Belge, de Mr Harold WILSON, président du Parti Travailleiste de Mr Guy MOLLET, secrétaire Général de la S.F.I.O., de Mr Pierre MENDES-FRANCE.

Mr. Charles LEDERMANN, avocat de Julian GRIMAU, retour de MADRID, donne ensuite son témoignage et expose la réalité dramatique des Conseils de Guerre en Espagne.

(Voir son intervention intégrale polycopiée ci-joint)

CONFERENCE EXTRAORDINAIRE D'EUROPE OCCIDENTALE POUR L'ESPAGNE

PARIS

4 et 5 MAI 1963

L'Intervention de Mme COLLETTE-KAHN, au nom de la LIGUE FRANCAISE DES DROITS  
DE L'HOMME

Madame COLLETTE-KAHN rappelle que la Ligue des Droits de l'Homme et Emile KAHN furent des premiers défenseurs de l'Espagne républicaine.

Dès la première heure, la Ligue des Droits de l'Homme n'a cessé de protester contre le régime de terreur et de crime qui est celui de Franco. "Il est triste, il est humiliant pour nous - dit l'orateur - qu'en 1963 nous en soyons encore et plus que jamais à protester contre les crimes de Franco."

Franco n'a pas renoncé à ses méthodes. Cette fois il a lancé un défi au monde entier. Il appartient à l'Eglise Catholique d'examiner s'il ne mérite pas l'excommunication. Notre affaire à nous est de faire que ce régime soit mis au ban de l'humanité et étouffe sous l'asphyxie morale, comme l'a dit M. Pietro Nenni.

Il faut que cesse la complaisance des gouvernements qui font profession de démocratie. La Ligue Internationale des Droits de l'Homme a protesté contre l'admission de l'Espagne franquiste à l'U.N.E.S.C.O. et elle subordonne sa propre adhésion à l'exclusion de Franco. Mme COLLETTE-KAHN propose une vaste pétition nationale et internationale pour l'exclusion de Franco de l'O.N.U., de l'U.N.E.S.C.O. et pour sa non-admission au Conseil de l'Europe.

Elle suggère en outre qu'une campagne soit entreprise pour convaincre les Français qui vont passer leurs vacances en Espagne, d'y renoncer en signe de protestation.

-----

CONFERENCE EXTRAORDINAIRE D'EUROPE OCCIDENTALE

POUR L'ESPAGNE

PARIS, 4 et 5 MAI

INTERVENTION DE Mr. Stanley MAYNE, Président du Comité Britannique  
pour l'Espagne

Le Président donne la parole à M. Stanley MAYNE.

Il y a deux ans, dit Mr MAYNE, que nous avons tenu la Conférence pour l'Amnistie. Aujourd'hui nous faisons face au meurtre de JULIAN GRIMAU et à la présence de 3.000 prisonniers politiques dans les geôles de Franco. Nous sommes seulement six délégués britanniques ici, mais nous avons le soutien du plus large courant d'opinion en Grande-Bretagne qui englobent des membres du Parlement, Conservateurs, Libéraux et Travailistes, ainsi que les Trade-Unions.

Mr MAYNE transmet à la Conférence un message qui décrit l'exécution de JULIAN GRIMAU comme un acte de vengeance qui place le gouvernement responsable au ban de l'humanité civilisée.

Il faut que les gouvernements de nos pays fassent connaître au Général Franco qu'ils ne toléreront pas le renouvellement de pareils crimes.

Mr MAYNE rappelle que le philosophe Bertrand Russel a qualifié l'exécution de GRIMAU "d'acte de barbarie."

Les plus grandes possibilités existent pour élever la plus vigoureuse protestation et il faut redoubler d'efforts pour que l'Espagne redevienne un pays libre et que ses prisonniers politiques soient rendus à la liberté.

-----

INTERVENTION DE M. AGNOLETTI, MAIRE-ADJOINT DE FLORENCE, REPRESENTANT M. LA PIRA

Avec M. LA PIRA, tous les catholiques italiens envoient leur adhésion à cette Conférence. Les représentants du mouvement de protestation italien contre le meurtre de JULIAN GRIMAU auraient été plus nombreux ici si les récentes élections ne les avaient retenus.

Il est vain d'espérer que le régime de Franco évolue vers des institutions plus libérales. Il faut lui opposer une force unie, pour en finir avec les défis à la raison. C'est une question politique. Elle se pose à nous avec une grande acuité. Nous nous réjouissons de voir une si large participation des partis politiques. La reconstitution de l'unité est le seul moyen efficace pour abattre le fascisme : C'est l'expérience des Comités de Libération Nationale en Italie, celle de la lutte unie. Il ne faut pas laisser croire à Franco qu'il peut impunément tuer un communiste. Moi qui suis socialiste, je ne le permets pas. Il y a un abîme entre un régime démocratique et le régime de Franco. Un des enseignements du fascisme italien, c'est que le fascisme évolue toujours vers une plus grande violence, c'est sa seule évolution possible.

Nous avons à aborder la question de l'Espagne toute entière. La Conférence a raison de poser le problème en ces termes. Nous demandons que le régime de Franco soit abattu. C'est le même problème depuis vingt ans. Nous avons maintenant une plus grande expérience. Il existe des possibilités nouvelles, telles que le démontre l'attitude de l'Eglise, ou encore la différence criante qui existe entre la situation économique des pays d'Europe et celle de l'Espagne.

M. AGNOLETTI propose que nous demandions aux divers gouvernements d'Europe quelle attitude ils adopteront désormais à l'égard du régime de Franco. Nous devons agir sans relâche et poser la question de la liberté de l'Espagne.

-----

INTERVENTION DE M. VAUSSARD, AU NOM DE "PAX CHRISTI" (FRANCE)

S'adressant à Madame GRIMAU qui vient d'entrer dans la salle, M. VAUSSARD rappelle l'intervention du Cardinal **Feltin**, Archevêque de **Paris**, et du Mouvement Pax Christi auprès du Cardinal de Tolède. M. VAUSSARD dit que le Mouvement Pax Christi craignait de voir se raviver en Espagne l'esprit de guerre civile et qu'il a jugé de son devoir d'intervenir.

Il considère l'exécution de JULIAN GRIMAU comme un évènement d'intérêt universel, la paix étant indivisible. M. VAUSSARD dit que Pax Christi lance un appel pour que, dans quelque pays que ce soit, tout fait semblable se heurte à la protestation universelle.

Pax Christi veut toutefois que cet appel ne soit pas interprété dans un sens unilatéral, et que nul ne puisse l'utiliser dans un esprit partisan afin que soit respecté son caractère humanitaire.

-----

INTERVENTION DE M. JULES WOLF AU NOM DE LA DELEGATION DE BELGIQUE

M. WOLF, dernier orateur inscrit, propose au nom de la délégation belge que :-

1)- L'Espagne franquiste soit mise en quarantaine sur tous les plans : intellectuel, social (à l'exemple des dockers de Gênes), touristique et sportif.

2)- L'Espagne franquiste soit tenue à l'écart des travaux des conférences internationales : si les portes se ferment, sur le plan international, devant l'Espagne franquiste cela hâtera la chute du régime.

3)- L'on suggère la création d'une commission d'enquête de l'O.N.U. sur la situation judiciaire en Espagne et que l'on saisisse la Commission des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

M. WOLF suggère en outre l'édition d'un Livre Blanc où figureraient les pièces du procès GRIMAU et les déclarations, protestations, etc. publiées dans le monde entier.

Pour les familles des prisonniers politiques d'Espagne, M. WOLF propose la création d'un fonds d'aide. Enfin, il propose la création d'une Cour Internationale chargée de juger de la légalité des procès politiques en Espagne.

M. WOLF rappelle l'affaire Francisco FERRER qui eut dans le monde de si grandes répercussions que le gouvernement d'alors tomba. Depuis 1908, chaque année, les étudiants de l'Université de Bruxelles vont fleurir le Monument élevé à la mémoire de FERRER.

M. WOLF propose l'ouverture d'une souscription pour l'érection d'un monument destiné à être un jour transféré en Espagne libre en hommage à FEDERICO GARCIA LORCA, au Président COMPANIS, et à JULIAN GRIMAU. Ce monument serait le symbole, vis à vis de Franco, de notre immense et universel mépris.

-----

CONFERENCE EXTRAORDINAIRE D'EUROPE OCCIDENTALE

P O U R   L ' E S P A G N E

Paris, 4 et 5 Mai 1963

4, rue Choron, Paris IX°  
LAI.47-80 e t 72.87

Paris, le 2 Mai 1963

Monsieur,

Je vous communique le texte de l'appel suivant qui a été signé par d'importantes personnalités réunies le 30 Avril à Paris.

"Les personnes soussignées, profondément émues et révoltées par la dramatique exécution de Julian GRIMAU s'associent à l'appel lancé pour la convocation d'une Conférence Extraordinaire d'Europe Occidentale pour l'ESPAGNE.

Elles appellent toutes les personnalités et toutes les organisations françaises à répondre également à cet appel en assistant, ou en se faisant représenter, à cette Conférence dont les travaux se dérouleront le samedi 4 Mai (après-midi) et le dimanche 5 Mai (matin et après-midi), à Paris, 4 Square Rapp, (7°).

- M. Jules MOCH, député, ancien ministre
- M. MONTARON, journaliste
- M. MARTIN-CHAUFFIER, Homme de lettres
- M. LAPEYRE, Secrétaire de la Fédération F.O. des Travaux Publics et des Transports
- M. le Pasteur DUMAS
- M. MERLOT, Secrétaire de la C.G.T.
- M. LEDERMAN, Avocat à la Cour d'Appel
- M. GOSNAT, ancien député
- Mme COLLETTE-KAHN, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme
- M. Joseph KESSEL, de l'Académie Française
- M. SCHUWER, professeur
- M. R.-W. THORP, ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de Paris
- M.G. DARDEL, Sénateur, Président du Conseil Général de la Seine
- M. H. LAUGIER, ancien Secrétaire Général Adjoint de l'O.N.U.

Nous espérons pouvoir compter sur votre appui, dans la forme qui vous paraîtra convenable, et nous vous invitons à assister aux travaux de la Conférence afin d'étudier les moyens les plus efficaces pour que Julian GRIMAU soit la dernière victime de l'exprit de guerre civile en Espagne .

Espérant que vous voudrez bien accorder votre soutien à cette entreprise, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de notre considération.

Le Secrétariat de la Conférence

M. SCHUWER

INFORME EN TORNO A LA EJECUCION  
DE JULIAN GRIMAU  
-----

Como militante político, Julián Grimau era poco conocido, incluso entre los elementos de cuadros del comunismo español, durante la guerra civil. Aparece como seguro que su actuación se centró, principalmente, en las tareas de investigación y policiacas -es decir, terroristas-, como la de tantos otros elementos en aquel periodo. Plantea esto una cuestión: ¿cómo siendo así lo ha mandado a España la dirección comunista española, de acuerdo con Praga, para ser el representante del Comité central (es decir, el jefe dirigido desde el exterior) no sólo en las tareas orgánicas clandestinas, sino, según se ve, en la preparación de una huelga sedicentemente general, que, por otra parte, no parece tan clandestina ya que la han venido anunciando principalmente en el semanario que los españoles editan en La Habana? ¿Podían ignorar los responsables de las actividades comunistas españolas a lo que lo exponían en el caso de una detención? Y que se le concedía gran importancia a este militante lo indica el hecho de que por vez primera ha intervenido el propio Kruschef dirigiéndole un telegrama a Franco invocando sus "sentimientos humanitarios". Indica esto, por lo menos, una cosa: que los comunistas cuentan con grandes simpatías entre los elementos de las nuevas generaciones españolas, pero con muy escasos cuadros de vieja formación, que son los únicos en los que tiene confianza Moscú.

Observamos, en efecto, que tanto en la emigración como en España utilizan a los jóvenes que se les acercan para determinadas tareas periféricas o circunstanciales, pero no para aquellas que exigen responsabilidad y confianza. En todo caso nos hemos elevado todos -y digo todos, incluso en el ámbito internacional-, contra lo que ha sido un asesinato por hechos de la guerra civil; pero esto no debe hacernos olvidar la propia responsabilidad de los elementos comunistas mandando para tareas tan concretas a militantes vulnerables como Julián Grimau.

Es un hecho también que Franco, con su brutalidad, les ha regalado una extraordinaria bandera, que están utilizando nacional e internacionalmente para salir de su aislamiento y tratar de demostrar que son los comunistas los que monopolizan, prácticamente, la lucha contra el franquismo. Es evidente que las oposiciones democráticas no pueden permitir esta doble polarización de franquismo o comunismo, que responde a la vieja táctica de comunismo o fascismo, que tantos descalabros históricos ha producido.

Conviene detenernos ahora sobre algunas de las implicaciones nacionales e internacionales que ha tenido la condena y la ejecución de Julián Grimau. Parece cierto que la condena se impuso desde arriba, es decir por Franco y los elementos militares más cercanos a él como Carrero Blanco, Alonso Vega, etc. Son los mismos que, según parece, por un voto de mayoría en un Consejo de Ministros que duró catorce horas, impusieron la ejecución rápida y antes de que se realizara una campaña internacional para evitarla. Puedo dar el siguiente dato: la noche antes de tomar el avión para Madrid el Sr. Giscard d'Estaing, ministro de Finanzas de Francia, el Sr. Couve de Murville, ministro de Negocios Extranjeros, se puso en comunicación directa con el Sr. Castiella y éste le garantizó que no habría ejecución. Fue grande la sorpresa del ministro francés y del Gobierno de París -empezando por el propio General De Gaulle- al ver que a quien les llevaba un regalo substancial para la economía española se le hacía avalar un cadáver en nombre de hechos de la guerra civil.

..../

La campaña que quiso evitarse con la ejecución precipitada ha sido de indignación universal ante la ejecución. En efecto, nunca se había producido desde el término de la guerra civil una protesta tan unánime en el mundo, no sólo la que se ha hecho pública, sino la realizada por medio de intervenciones diplomáticas y por el propio Nuncio en Madrid a quien, por vez primera, se negó a recibir el general Franco en el Pardo. En vista de esto, se ve claro que los ministros del OPUS DEI, que se presentan como europeistas y los que se presentan como liberales en sus proyectos sucesorios dentro del régimen, no han querido cargar con la responsabilidad directa de esa reacción internacional y han colocado a Franco y a los militares que impusieron la condena en la disyuntiva de aceptar su dimisión, gravísima para el régimen en estos momentos, o liquidar el tribunal militar, como se ha hecho en el Consejo de Ministros que siguió a la ejecución de Grimau. (1)

Por vez primera, la representación del OPUS DEI en el extranjero -concretamente, en París, en torno a una revista que ha caído bajo su control financiero- ha lanzado una hoja en francés que lleva los siguientes título y subtítulo: "Franco es el único responsable de la muerte de Julián Grimau", "Sus ministros se desolidarizan". Las primeras líneas son ya harto elocuentes: "Nos dirigimos a la opinión mundial, así como a nuestros compatriotas españoles, por mandato de los ministros católicos del actual gobierno franquista". Se dice a continuación que "paralelamente a la protesta que se ha producido en el mundo, también se han levantado contra el crimen las conciencias en la propia España". Se nos revela por este escrito la cantidad de Consejos municipales, alcaldes, Asociaciones de padres de familia, Consejos diocesanos de Acción Católica, Juventudes Obreras Católicas y el OPUS DEI, aparte de "millares de particulares de todas las provincias españolas" que se dirigieron al Caudillo pidiendo que no se ejecutara la sentencia. Ignoramos si esto es un amañijo ulterior a la ejecución o responde a lo cierto, pero así se dice en el escrito.

Asimismo se explica que el Capitán general de la región madrileña, que confirmó la sentencia, lo hizo obedeciendo a órdenes superiores, si bien desaprobando la ejecución. Y también se afirma sin lugar a dudas que los jueces recibieron el mandato de pronunciar la condena a muerte. Y esta afirmación: "la ejecución de Julián Grimau ha constituido, por consiguiente, un acto personal del Caudillo". Se afirma a continuación que con ello ha querido Franco convertir a todos sus ministros en cómplices con el fin de desacreditarlos para siempre y que, si no presentaron su dimisión, fue para evitar el retorno a una política cerradamente franquista que, a su juicio, podría ser de graves consecuencias. En fin, la hoja de referencia establece la contradicción existente entre la Encíclica "Pacem in Terris" y la política terrorista y antisocial que aplican Franco y los militares que le rodean.

Me he limitado a resumir el espíritu de dicha hoja sin suscribir, claro está, el oportunista objetivo que persigue. Sin embargo, es la primera vez que sepamos, que semejante hecho se produce de cara a la opinión española e internacional.

Se anuncia desde Madrid que todo esto va a conducir a una "crisis de fondo" de tipo ministerial. Es posible, sobre todo si tenemos en cuenta que la situación que se ha creado hoy es mucho más grave que la del año pasado después de las huelgas y de Munich, que determinó otra crisis ministerial y el anuncio de "liberalización" que tanto se ha cacareado desde entonces y que conquistó a innumerables espíritus acomodaticios en España mismo e internacionalmente. ¿En qué consistirá esa crisis de fondo? ¿La impondrá Franco como en el pasado o se la impondrán a él los grupos de presión inquietos ante el porvenir y que se disputan la sucesión? No es posible contestar por el momento a esta pregunta. Es evidente, en todo caso, que existen grandes contradicciones dentro del régimen franquista, que determinan un mar de fondo que no es posible ni ocultar ni contener con los parches o zurcidos tradicionales. Pero todo esto se produce dentro del propio régimen y frente a una actividad comunista que parece ser la única que sabe lo que quiere y cómo lo quiere.

¿Qué hacemos mientras tanto las oposiciones democráticas ante una situación que ofrece indudables posibilidades y que exigiría de nosotros un pensamiento y una acción lo más coordinados posible? Por mi parte dejo en el aire la pregunta, si bien creo que cada día nos impone una mayor responsabilidad por acción o por omisión. El vacío que nosotros no seamos capaces de llenar lo llenarán unos para preparar la sucesión, los otros para realizar sus objetivos.

Le pongo un punto a lo que no pretendía ni pretende ser otra cosa que un escrito puramente informativo.

J. G.

(1) Me llegan de Madrid algunas precisiones sobre lo ocurrido en este Consejo de Ministros. El primero o uno de los primeros en pronunciarse en contra de la ejecución parece que fue el Sr. Fraga Iribarne, Ministro de Información. Le siguió en la misma actitud el Ministro del Movimiento, Sr. Solís, por las repercusiones que podía tener la ejecución en el seno de los Sindicatos españoles. Abundó en lo mismo el Sr. Castiella por las implicaciones internacionales que provocaría fatalmente. Parece que el general Franco, que siguió los turnos de palabra impasible y en silencio, se levantó de repente, tomó el teléfono y ordenó fríamente que se adelantara una hora la ejecución. Y todo el mundo guardó silencio como si no hubiera ya nada que añadir.

¡PROLETARIOS DE TODOS LOS  
PAISES UNIDOS!

# Mundo Obrero

ORGANO DEL COMITE CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA

AÑO XXXIII - N° 9 - MADRID, 1ª quincena de mayo de 1963 - Precio: 1 Pta.

¡ESPAÑOLES! ESCUCHAD  
RADIO ESPAÑA INDEPENDIENTE  
(Estación Pirenaica)

De 7 a 7 y media de la mañana, por campos de onda de 21, 25 y 30 metros.  
De 5 y media de la tarde a 12 y media de la noche, por campos de onda de 30, 39 y 43 metros.

Oigan también los domingos los PROGRAMAS DE SOBREMESA:

De una y cuarto a dos y cuarto de la tarde, por campos de onda de 21, 25 y 30 metros.

## LA CONFERENCIA DE PARIS

### UN PODEROSO ESTIMULO Y SOSTEN A LA LUCHA DE LOS DEMOCRATAS ESPAÑOLES

El bárbaro asesinato de Julián Grimau ha congregado en París, en plazo increíblemente corto, numerosas personalidades de Europa occidental en una Conferencia extraordinaria por España. Subrayo estas palabras porque, pese a ser sólo dos, responden cumplidamente a las decenas de artículos que el régimen ha hecho publicar tratando de antiespañola la campaña contra Franco y por la libertad de España que une hoy a grupos y personas de las más diversas y hasta opuestas corrientes políticas e ideológicas en el mundo; campaña inspirada, precisamente, en un profundo amor a nuestro país y a su pueblo.

Es ese amor a España el que ha unido por vez primera, desde hace muchos años, a los Partidos Comunistas y a los Partidos Socialistas europeos en la organización de dicha Conferencia. Han participado o se han adherido oficialmente a ella los Partidos Socialistas de Francia, Gran Bretaña, Bélgica y Suiza; la han apoyado los dos partidos socialistas italianos, el de Nenni y el de Saragat.

El mismo sentimiento ha determinado la destacada participación católica y democrata cristiana. « Pax Christi », la organización internacional que preside el cardenal Feltrin, intervino oficialmente en la Conferencia. La democracia cristiana, a través de las adhesiones o de la presencia del alcalde de Roma, del alcalde de Florencia —La Pira—, del adjunto de éste, Agnoletti, de los jóvenes del M.R.P. francés, y de eminentes sacerdotes galos, aportó su apoyo a la Conferencia y a sus resoluciones.

Otras corrientes religiosas y políticas estuvieron también presentes, así como importantes personalidades de la cultura y del arte.

Las resoluciones de la Conferencia no se limitan, como en otros tiempos, a reclamar la liberación de los presos y la amnistía; son una condena rotunda del franquismo, al que se proscribire de la sociedad civilizada. La Conferencia se propone llevar ante la O.N.U. el problema de la violación de los derechos del hombre, de la conculcación de la Carta de dicho organismo internacional por el régimen. Afirma su voluntad de prestar una ayuda activa a los que combaten por la libertad en España, a los perseguidos y sus familias, y se propone denunciar el crimen cometido contra Julián Grimau y los escandalosos procesos que le han precedido en un importante « Libro Blanco ».

Los demócratas españoles no esperamos la caída de Franco ni la liberación de España de la acción de nuestros amigos en el mundo. Sabemos que ésa es una tarea que nos compete principal-

por Santiago CARRILLO

mente a nosotros mismos. Pero agradecemos profundamente la solidaridad que nos manifiestan las grandes fuerzas europeas presentes en la Conferencia y consideramos ésta como un poderoso estímulo y sostén al desarrollo de nuestra lucha.

La unanimidad que se produce en torno a la causa de España en Europa occidental —y puede decirse, en todo el mundo— es un fenómeno político de gran significación. En contraste con otras cuestiones de la situación internacional, incluso con problemas tan vitales como los de la paz y el desarme, el problema español aglutina hoy la suma más grande de fuerzas que en la escala mundial pueda imaginarse en favor de una solución democrática. Ello confirma lo que tantas veces hemos proclamado: que el régimen de Franco es un anacronismo,

en contradicción con todas las corrientes fundamentales de nuestra época. La encíclica « Paz en la tierra » era ya, indirectamente, una confirmación. La movilización contra el fusilamiento de Grimau y la Conferencia extraordinaria de Europa occidental por España, no dejan lugar a más dudas.

Esta realidad plantea ante los españoles varias cuestiones.

La primera es que existe un clima internacional favorable a la solución del problema español por encima de las tendencias y del espíritu de la guerra fría; que es posible, si las fuerzas políticas españolas se lo proponen seriamente, encontrar un apoyo muy amplio para una solución democrática del problema al margen de los bloques militares, centrada en el espíritu de la coexistencia pacífica; que la democracia español

(pasa a la página 2)

## CONFERENCIA EXTRAORDINARIA DE EUROPA OCCIDENTAL POR ESPAÑA

Un movimiento de amplitud sin precedente surgió cuando apareció claro que el general Franco pretendía matar a Grimau. Y cuando el dictador, retando a la humanidad, consumó el infame asesinato, los millones de hombres y mujeres que habían participado en ese movimiento solidario, experimentaron la necesidad de darle continuidad y acrecentar su eficacia para evitar nuevos crímenes, para conseguir —la viuda del héroe lo había dicho en una dramática conferencia de prensa el día 24 de abril,

ante más de 200 periodistas, en París,— que Julián Grimau sea la última víctima del espíritu de guerra civil en España. La Conferencia extraordinaria tomó como lema estas palabras, y ellas, con la figura noble y valiente de Julián Grimau, han presidido las sesiones de la importante asamblea que acaba de celebrarse en la capital francesa y a la que han asistido delegaciones representativas de más de quince países, recibiendo adhesiones en número y significación excepcionales.

### VASTA UNIDAD CONTRA EL REGIMEN FRANQUISTA

Un rasgo nuevo que subraya la trascendencia singular de la asamblea de París es que en ella han concurrido con carácter oficial los movimientos socialistas y socialdemócratas de diversos países de Europa, los cuales en ocasiones anteriores habían estado representados por personalidades a título individual. El Partido socialista francés delegó a su secretario general adjunto, Bruttelle, para las labores de la Conferencia, y su secretario general Guy Mollet expresó esa adhesión en un conmovido telegrama a Angela Grimau. Harold Wilson, líder del Partido laborista británico envió un mensaje a la Mesa de la conferencia, como Pietro Nenni, secretario general del Partido socialista de Italia; como Saragat, presidente del Partido socialdemócrata italiano; como Leo Collard, presidente del Partido socialista belga; como Mendés-France y otras personalidades políticas. Francoix Billoux

y Giancarlo Pajetta reiteraron la inviolable solidaridad de los comunistas de Francia y de Italia con la clase obrera y el pueblo de nuestro país. La Federación Sindical Mundial se hizo representar por su presidente Renato Bitossi; mientras la señora Cotton llevaba a los asambleístas el saludo de los doscientos millones de afiliadas de la Federación Democrática Internacional de Mujeres. El alcalde de Florencia, señor La Pira telegrafió su adhesión, y el segundo alcalde de dicha ciudad, señor Agnoletti participó en su nombre en las deliberaciones, aportando, como otros oradores la voz de protesta del mundo católico contra los crímenes del general Franco. Toda la intelectualidad democrática francesa, desde Aragón y Jean-Paul Sartre hasta el académico Joseph Kessel, Martin-Chauffier y Jean Domenach, director de la revista *Esprit*, los escritores y e

(sigue en la página 2)

# CONFERENCIA EXTRAORDINARIA DE

# EUROPA OCCIDENTAL POR ESPAÑA

Conf. de Europa Occidental por España / Causas  
Jubilado en la República Italiana

Sanauel et al.  
3322-7  
"España Económica"

(viene de la primera página)  
tores italianos reunidos en Corfú para el otorgamiento de los Premios Formentor, la Federación Internacional de la Liga de los Derechos del Hombre, asociaciones diversas e individualidades destacadas de Grecia, Suiza, Bélgica, Luxemburgo, Dinamarca, Suecia, Austria, Holanda y Portugal transmitieron sus adhesiones.

Y, aunque el marco de la Conferencia se circunscribía a Europa occidental, como anticipo de venideras expresiones colectivas de apoyo al combate democrático de España, se recibieron mensajes de todos los sindicatos brasileños, de la Confederación de Trabajadores de Cuba, de la C.T.A.L. y de otras organi-

zaciones y personalidades de América Latina.

Puede decirse, ciertamente, que en torno a la causa española, y como respuesta al asesinato de Julián Grimau, se ha forjado y progresa una vastísima unidad de las fuerzas políticas, sindicales e intelectuales de numerosos países. Esto se aprecia singularmente en Francia y en Italia. Y otro aspecto importante es que, como señaló el diputado italiano Giancarlo Pajetta, no se trata sólo de la nostalgia de la generación que vivió los tiempos del Frente Popular y de la guerra de España, sino del «sentimiento vivo de la joven generación, que ofrece el ejemplo de una nueva unidad».

incorporados a la presidencia, entre las aclamaciones del público, el ex primer ministro francés Edouard Daladier y el poeta Marcos Ana. Y hacia el final de la primera sesión, Angela Grimau, cuya figura noble y dolorosa, familiar ya para millones de franceses, que la han visto por la T.V., es acogida con una respetuosa y sentida demostración de afecto.

Asisten numerosas personalidades francesas entre ellas Georges Gosnat, ex diputado; Pierre Abraham, director de la revista *Europe*; Andrés Dumas, Pastor protestante; Claudio Fuzier, miembro del Comité Director del Partido Socialista francés; el general de Corguille; Felipe Gerard, compositor; Simone Signoret, actriz; Claudio Chesne, secretario del Socorro Popular; Nicole Courcel, actriz.

El primer orador es el mismo presidente de la sesión. *John Mendelson*, que asistió a la parodia de proceso de Madrid, expone las arbitrariedades de todo género cometidas por el régimen franquista durante ese proceso. «Fue un crimen de lesa humanidad —dice—, no un acto de justicia. El Gobierno de Franco resolvió deliberadamente acelerar la ejecución, sumando a la injusticia el menosprecio a la humanidad civilizada.»

*Michel Schuwer* expone luego los objetivos de la Conferencia, poniendo vivo énfasis en subrayar que «no es contra España, sino un producto del amor a España». «No queremos —declara— aislar a España, que es una nación hermana. Queremos aislar a Franco, que se ha puesto él mismo fuera de la comunidad civilizada.»

El abogado francés señor *Lederman*, que representó a Angela Grimau en el proceso, desmiente las calumnias y los subterfugios con que el régimen franquista intenta «justificarse» ante la protesta mundial. Grimau fue torturado y lo repitió ante los jueces. Ningún tribunal honesto e imparcial habría reconocido la validez de supuestos testimonios aportados de segunda y tercera mano por personas que no comparecieron en la audiencia ni pudieron ser interrogadas por Grimau ni por su defensor. Relata el señor *Lederman* las últimas horas de Julián, su serena conversación con los presos políticos de Carabanchel, su exhortación a la unidad en la acción contra la dictadura, la «huelga de silencio» en esa cárcel a raíz de la ejecución. Los tiradores temblaron, tembló la pistola en la mano del oficial que mandaba el piquete; sólo Julián estaba tranquilo; seguro de sí mismo, de su partido, de sus millares de camaradas, de los millones de amigos de España y del pueblo español.

La primera sesión termina con las intervenciones de la señora *Colette Khan*, por la Federación Internacional de Derechos del Hombre, y del señor *Vaussard*, de «Pax Christi».

Al día siguiente, domingo, la Conferencia reanuda por la mañana y concluye por la tarde sus labores. Preside la sesión matinal la señora *Greite Abell* (Dinamarca). Habla la señora *Melle Ponthel*, de la sección francesa de la Liga internacional de Mujeres por la paz y la libertad, proponiendo que el régimen franquista comparezca ante la O.N.U. por violación de la Carta y de la Decla-

ración Universal de los Derechos del Hombre. El doctor *Fremusan* (Francia), que visitó Madrid en diciembre último, a raíz de la detención, tortura y desnebramiento de Grimau, señala que la actitud hipócrita de las autoridades franquistas en aquellos momentos provenía de una conciencia culpable y del deseo de desmovilizar a la opinión española e internacional. La tesis de que Julián Grimau intentó suicidarse es absurda y falsa. El mismo informe de los médicos gubernativos que le atendieron desbarata esa tesis policial. El diputado griego señor *Evangelidis*, de la E.D.A. (Unión Democrática de Izquierda), proclama que mientras existan en Europa regímenes como los de Franco, Salazar y Caramanlis, ningún pueblo podrá tener aseguradas la paz, la democracia y las libertades cívicas. El pueblo griego lucha por los mismos ideales de justicia y libertad que el pueblo español. Más de 1.100 resistentes sufren todavía en las cárceles de Grecia. Al terminar su discurso, el señor *Evangelidis* transmite a

la Mesa centenares de adhesiones de personalidades destacadas de Grecia. *Yves Jouffé* expresa la adhesión oficial del Partido socialista unificado de Francia a la acción en favor de todas las víctimas del franquismo. El señor *Staf* (Suecia) destaca que la opinión pública de su país ha protestado unánime contra el asesinato de Grimau, el cual ha hecho evidente para todos el carácter fascista del régimen de Franco, echando por tierra la farsa de la «liberalización». La profesora *Lone Klem* (Dinamarca) se expresa en términos análogos y anuncia que los estudiantes daneses han organizado una Semana cultural española antifranquista en sustitución de la oficial cancelada a raíz del asesinato de Julián Grimau, y que estaba patrocinada por la representación diplomática de Franco en Copenhague. Habla luego el señor *André Sandoz*, alcalde de Chaux de Fonds y jefe de la delegación suiza. «No estamos contra España —dice—. Nos mueve precisamente nuestro amor a ese pueblo admirable y valeroso.»

Franco, y subraya que mientras el franquismo reine en España, eso «será un peligro en cada país, un peligro para sus libertades».

*Michel Schuwer*, secretario permanente de la Conferencia de Europa occidental por la amnistía en España, expone las medidas conducentes a proseguir y ampliar el movimiento de solidaridad y de protesta, a fin de que crímenes como el cometido con Julián Grimau no vuelvan a repetirse más, y consigna, como un éxito de la movilización universal, la modificación del procedimiento judicial recientemente anunciada en Madrid.

Finalmente, en medio de una fervorosa unanimidad, la Conferencia adopta, por aclamación, sus resoluciones. En sus palabras de clausura, *Jules Moch*, cuya activa y ferviente actuación merece ser destacada, se felicita de «la unanimidad, no superficial, sino de corazón», lograda en la obra de cooperar a la lucha del pueblo español por la libertad.

## EL FILM DE LA CONFERENCIA

Tres sesiones de intensa actividad y emoción, en la sala «Adyar». Al fondo del escenario, sobre los telones grises, una fotografía monumental de Julián Grimau, su sonrisa bondadosa, su mirada tranquila. Parece estar vivo entre sus amigos, entre los amigos de España. Porque ésta es la conferencia de los amigos de España, de los amigos de Julián Grimau.

Se constituye la Mesa. Sus integrantes resumen la amplitud del movimiento de opinión europea y mundialmente suscitado por la última fechoría de Franco. Asegura la presidencia efectiva de la

primera sesión el diputado laborista *John Mendelson*, y le acompañan el diputado y ex ministro francés *Jules Moch*; *Brutelle*, secretario general adjunto del Partido socialista S.F.I.O.; *François Billoux*, ex ministro, diputado, del Buró político del Partido Comunista francés; el señor *Vaussard*, vicepresidente de «Pax Christi»; el señor *Agnoletti*, segundo alcalde de Florencia; *Lelio Basso*, por el Partido socialista italiano; *Giancarlo Pajetta*, por la Dirección del P.C.I.; *Renato Bittosi*, por la F.S.M.; representantes de todos los países europeos enumerados más arriba. Posteriormente son

## UN PODEROSO ESTIMULO Y SOSTEN...

(viene de la página 1)  
ya antes de triunfar y con más razón, cuando mañana sea una realidad, puede ser un factor de aproximación y de comprensión entre fuerzas muy diversas, un factor de paz.

La segunda cuestión es que la utilización de la inmensa ayuda mundial que se nos brinda depende de la comprensión, de la madurez, de la inteligencia de las más amplias fuerzas políticas sociales españolas; de nuestra capacidad para llegar a un acuerdo que asegure una transición pacífica hacia la democracia. No se trata, como los comunistas decimos ya en nuestra Declaración del 1º de mayo, de una alianza al estilo tradicional; sino de un acuerdo transitorio, que no limite la independencia ni desdibuje la significación de ninguna de las fuerzas que lo concierten y que permita a cada una de éstas, aisladamente, o aliadas con otras más afines, defender posteriormente, dentro de la legalidad democrática, sus peculiares puntos de vista. De dicho acuerdo no debe excluirse a priori a nadie que admita la necesidad de desplazar a Franco y de dar la palabra al pueblo español.

Asesinando a Julián Grimau, sabiendo que nos hería en lo vivo, el franquismo creía poder lanzar a los comunistas al terreno de la violencia individual, a la negación de nuestra política de reconciliación; esperaba así aislar a los combatientes más activos de la oposición y dar una apariencia de justificación, ante ciertos sectores, a su criminal violencia y a su persistente política de guerra civil.

Pero los comunistas no hemos ido a ese terreno. Al contrario, hemos saludado a todos aquellos que han hecho

algo por impedir el crimen, por lejanos que hayan estado de nuestras posiciones y de las posiciones del antifranquismo activo hasta el presente. Hemos designado a todos los que han dado pasos semejantes, como hombres y fuerzas con los que debe contarse para forjar el futuro de España.

Si los partidos y grupos de oposición, si las fuerzas españolas que rechazan el crimen y la represión como método de gobierno y la persistencia de la política de guerra civil, muestran la misma voluntad que hemos mostrado nosotros, el apoyo que nos brindan las más amplias fuerzas democráticas del mundo podrá ser puesto a contribución para una rápida y pacífica transformación del régimen político en España.

La tercera cuestión que la Conferencia plantea ante los españoles y particularmente ante los trabajadores, es que el mundo espera nuestra acción para darnos su más ardiente y activo apoyo. Los trabajadores debemos ser conscientes de que en este momento, la tempestad de indignación promovida por el asesinato de Julián Grimau se transformaría automáticamente en un gigantesco movimiento de solidaridad mundial si la huelga general política estalla en España. La huelga general, en las actuales circunstancias, estaría apoyada por el bloqueo de los trabajadores de todos los países al franquismo; por manifestaciones de masas en todas las ciudades del planeta; por la movilización de comunistas, socialistas, católicos y otras fuerzas democráticas en escala internacional.

¡A la indignación mundial contra los asesinos de Grimau debe responder como un eco la huelga general de los trabajadores españoles! ¡Viva la huelga general política!

## PRESENCIAS ESPAÑOLAS

Se anuncia, entre grandes aplausos, la presencia de numerosas personalidades políticas e intelectuales españolas, entre ellas don Manuel Irujo, en nombre del Gobierno vasco en el exilio; don Fernando Valera, representante del Gobierno republicano; don Julio Alvarez del Vayo; José Pallach, secretario general del Movimiento Socialista Catalán; José Maldonado, presidente de Acción Republicana Democrática Española; Joan

Sauret, secretario general de Esquerra Republicana de Cataluña; José Ballester Gosalvo, presidente de la Liga española de Derechos del Hombre; Manuel Fabra y José Pascual, de la C.N.T. Están presentes también los escritores Jorge Semprún, Premio Formentor 1963; Francisco Farreras, Xavier Flores, Vicente Girbau, Antonio Porras, Miguel Salabert, Manuel Tuñón de Lara, el pintor José Ortega, el escultor Baltasar Lobo, el abogado Ramón Viladas, etc.

## NUEVAS INTERVENCIONES

*Marcel Dufrique* testimonia, en nombre de la C.G.T., la indefectible solidaridad de la clase obrera francesa hacia el pueblo español, «martirizado una vez más en la persona de su heroico hijo, nuestro camarada Julián Grimau». Destaca la solidaridad concreta y cotidiana de los trabajadores de Francia y los que llegan de España empujados por la opresión y la miseria. Evoca la emoción de los mineros franceses cuando, durante su reciente huelga, recibieron las 54.000 pesetas colectadas para ellos por la Oposición Sindical española. En la última parte de su discurso, *Marcel Dufrique* exige que el Gobierno gaullista deje de ayudar a la criatura de Hitler y Mussoolini, al verdugo del pueblo español. *Giancarlo Pajetta* expone la honda emoción del pueblo italiano cuando se conoció la noticia del nuevo crimen cometido por Franco. Pone de relieve el carácter unitario de la delegación italiana, compuesta por democristianos, socialistas, comunistas, etc. Los progresos de la unidad antifranquista española —dice— revelan que de España llega a Europa no sólo un grito de dolor, sino también una lección que aprender. Hay que partir de la condena moral para exigir y realizar, en nuestros países, una política que aisle a Franco en España, ayudando así a las fuerzas democráticas españolas. El problema de la libertad de España es coincidente con el problema de la libertad de Europa. Después de las intervenciones del doctor *Salvatore Lombardo* (Italia) y de un representante del movimiento libertario (Francia), habla la señora *Eugenie Cotton*, por la Federación Democrática Internacional de Mu-

jerres. Don *Fernando Valera* afirma que los gobiernos democráticos no pueden practicar una política contraria a los intereses de sus pueblos. La opinión pública prevalecerá sobre una tiranía tambaleante. «Esperamos mucho —expresa— de vuestra acción. Todas las fuerzas de oposición españolas, desde la derecha y los arrepentidos del franquismo hasta los comunistas y los anarcosindicalistas, preconizamos la reconciliación nacional en la democracia y la libertad.»

En la sesión de clausura, presidida por *Jules Moch* (Francia), se suceden en la tribuna *Alvarez del Vayo*, el cual relata los vastos movimientos en diversos países contra la admisión de Franco en la O.T.A.N., contra las ayudas financieras al régimen franquista. *Xavier Flores*, joven historiador y escritor católico español, quien puso de manifiesto la política anticristiana y odiosa de la tiranía franquista. *Marcos Ana*, que en nombre de los presos políticos españoles y de Angela Grimau, da las gracias por la movilización europea y universal contra la dictadura del general Franco. *Georges Brutelle*, secretario general adjunto del Partido socialista francés, expresando que su partido apoya toda acción unitaria en defensa de la democracia española contra el franquismo, evocando el mensaje de simpatía enviado por Guy Mollet a la valerosa compañera del héroe, el orador dice: «En Grimau vemos al mártir que simboliza el martirio de toda España.» Habla *Maurice Joyeux*, por los sindicatos franceses «Force Ouvriere». *François Billoux*, por el Partido Comunista francés, declara que la opinión internacional recoge el desafío lanzado por

## AYUDA AL PARTIDO

- Del Comité Provincial de ALO: 24.100 Pts.
- Del Cté. Prov. de ALN: 42.500 Pts.
- Del Cté. Prov. de Z: 4.850 Pts.
- Del Cté. Prov. de Y: 31.150 Pts.
- Del Cté. Prov. de ALN: 11.660 Pts.
- Del Cté. Prov. de ALO: 7.000 Pts.
- Del Cté. Prov. de Y: 7.200 Pts.
- Del Cté. Prov. de F: 15.860 Pts.
- De «viuda de un comunista de S. Sebastián»: 300 Pts.
- De «Pastor», de Tarrasa: 25 Pts.
- De «Amanecer Rojo»: 50 Pts.
- De un grupo Veleño: 900 Pts.
- De cinco andaluces de Bilbao: 350 Pts.
- De la organización P.K. de C. (de Levante): 400 Pts.
- De la organización P.K. de C. (para presos): 600 Pts.
- De un grupo de camaradas de un pueblo de la provincia de Murcia: 1.000 Pts.
- De un grupo de jóvenes comunistas del mismo pueblo de la provincia de Murcia: 200 Pts.
- De un nuevo comunista de Torreperojil (Jaén): 100 Pts.
- De un grupo de camaradas de la prov. de Zamora: 1.000 Pts.
- De tres amigos de la Pirenaica: 120 Pts.
- De varios miembros del C.C. y Colaboradores: 2.880 Pts.
- De «Pastor», de Tarrasa: 25 Pts.
- De Horacio Durruti: 25 Pts.
- Del grupo Marinero-Metalúrgico, de Guipúzcoa: 300 Pts.
- De «un futuro comunista»: 60 Pts.
- De un leonés, para R.E.I.: 50 Pts.
- De un grupo de intelectuales de Madrid: 700 Pts.
- De un grupo del Barrio V. de Madrid: 50 Pts.
- De un camarada francés (Delp) (20 Fcs): 240 Pts.
- De una camarada francesa (L.): (10 Fcs): 120 Pts.
- De F.A., de Bagnolet (Francia) (1.300 Fcs): 15.600 Pts.
- De Pili, una niña, desde Nimes (5 Fcs): 60 Pts.
- De un camarada vasco: 2.300 Pts.
- De trabajadores españoles de Delf y Rotterdam (Holanda): 1.450 Pts.
- «El duende del entresuelo» (de Extremadura): 475 Pts.
- De un guarda (Extremadura): 50 Pts.
- De otro guarda (Extremadura): 50 Pts.
- De la esposa de un camarada (Extremadura): 25 Pts.
- Del Macareno: 50 Pts.
- De «El Soñador L.»: 10 Pts.
- De Charles V. (de Barcelona): 15 Pts.
- De «El Cosaco», de Archena (Murcia): 25 Pts.
- De «Los Seis de Alicante»: 125 Pts.
- De un estudiante: 600 Pts.
- De un camarada francés (M.): (20 Fcs): 240 Pts.
- De un obrero de un pueblo de la Sierra (Madrid): 120 Pts.
- Del socio 1001 de la provincia de Murcia: 50 Pts.
- TOTAL: 175.060 Pts.
- 15 de mayo de 1963.

Ingel Galaza?

# RESOLUCIONES ADOPTADAS

## RESOLUCION GENERAL No. 1

La Conferencia Extraordinaria de Europa Occidental por España ha reunido en París, los días 4 y 5 de mayo de 1963, numerosas organizaciones y personalidades venidas de diversos países de Europa Occidental y representando a amplios sectores de la opinión, como consecuencia de la emoción profunda y universal despertada por el proceso ante un Tribunal de excepción, la condena a muerte y la ejecución de Julián Grimau García.

Se alza contra ese ataque a los principios elementales de la civilización moderna que tienden a asegurar el respeto y la protección de la persona humana;

Constata que ese crimen se añade a una larga lista de actos odiosos cometidos por el Gobierno franquista contra los españoles sospechosos de entregarse a actividades tendentes a la liberación de España y a la restauración de la legalidad, pero que son denunciadas por el régimen como subversivas;

La Conferencia cree necesario recordar que el régimen de Franco fue instaurado gracias a la intervención militar de Hitler y Mussolini a los que apoyó durante la última guerra mundial;

Denuncia a este régimen como la más típica supervivencia del fascismo en Europa y como refugio de numerosos criminales de guerra;

Dirige a la Organización de las Naciones Unidas un llamamiento urgente para que tome conciencia de esta situación y particularmente de la incompatibilidad que existe entre el régimen franquista y los principios definidos en la Declaración Universal de los Derechos del Hombre y en la Carta de las Naciones Unidas;

Por consiguiente, invita a la O.N.U. a poner al orden del día de su próxima Asamblea General el examen del problema español y el estudio de las medidas necesarias para asegurar en España un régimen basado en los principios elementales del derecho...

Invita a todos los Estados miembros a apoyar esta iniciativa.

Dirige un vibrante llamamiento a la opinión universal para apoyar y difundir el presente llamamiento.

## RESOLUCION GENERAL No. 2

La Conferencia Extraordinaria de Europa Occidental reunida en París los días 4 y 5 de mayo de 1963;

Al comprobar que el sistema franquista no respeta de ninguna manera los principios de la Declaración Universal de los Derechos del Hombre y de la Carta de las Naciones Unidas... toma apoyo sobre una ideología y una organización fascista del Estado y se mantiene fiel al espíritu y a los métodos de sus orígenes, una rebelión militar que triunfó gracias a la intervención de las fuerzas del fascismo internacional;

Dirige un llamamiento urgente a la Organización de las Naciones Unidas y a los Estados miembros de esa organización para que, plenamente conscientes de la situación política y jurídica del régimen franquista, adopten la reserva necesaria, ya que la España franquista participa en diversos organismos y comisiones técnicas dependientes de la O.N.U.;

Considera que la adhesión de la España franquista a los diferentes organismos internacionales creados o en vías de creación en Europa Occidental sería un insulto

a la opinión pública y, en las circunstancias actuales, contraria a los principios democráticos que dichos organismos reivindican;

Considera igualmente que toda ayuda militar, económica y financiera a la España franquista sobre la base de acuerdos bilaterales es asimismo inaceptable ya que tendría particularmente por efecto de prolongar la existencia del régimen franquista;

Invita por consiguiente al Gobierno y a las opiniones públicas de las naciones de Europa Occidental a actuar teniendo en cuenta estas consideraciones que existirán mientras exista el régimen franquista;

Por otra parte, la Conferencia, ampliamente informada de la condición de miseria en que se hallan muy numerosas familias de los presos políticos —algunos de los cuales están encarcelados desde hace más de veinte años— llama a la solidaridad de todos para que se les aporte con urgencia una ayuda moral y material;

Por fin, pide con instancia a las organizaciones religiosas, filosóficas, sindicales y políticas que ayuden por todos los medios a su alcance a los que en España y fuera de España continúan luchando valerosamente para dotar a la Nación Española de un régimen basado sobre los principios democráticos.

## COMISION JURIDICA RESOLUCION

La Conferencia Extraordinaria de Europa Occidental por España:

— considera que un régimen culpable de ataques tan numerosos y tan graves a los Derechos del Hombre y a las libertades fundamentales, constituye un estado de policía y de tiranía y que se excluye de la comunidad de las naciones que respetan la justicia y el derecho;

— se felicita de que personalidades de todas opiniones, asociaciones de todas las tendencias, hayan condenado solemnemente desde ahora este régimen;

— constata que las mismas autoridades franquistas se han visto obligadas, ante la repulsa general de que son objeto, a anunciar reformas en el terreno jurídico y penal, pero a este respecto subraya que medidas fragmentarias, tendentes a atribuir competencia a jurisdicciones civiles especiales cuyos jueces deben jurar una obediencia incondicional al Caudillo, no serían suficientes para hacer del régimen actual un régimen de derecho.

— formula el voto de que la Comisión de los Derechos del Hombre de las Naciones Unidas examine las cuestiones planteadas por la represión política en el Estado franquista, y en particular el asunto Grimau;

— recomienda la prosecución de la acción en favor de la liberación de los detenidos políticos y de la amnistía;

— llama a todos los hombres de buena voluntad a obrar juntos para que, bajo la presión de la opinión pública universal, se ponga fin a la represión franquista y que puedan ser por fin restaurados los derechos del Hombre en una España democrática.

## COMISION JURIDICA RESOLUCION

La Conferencia Extraordinaria de Europa Occidental por España toma la decisión de publicar un Libro Blanco sobre la represión política en la España franquista. Este documento debería comprender un cuadro de la legislación general de excepción, un balance de la represión durante estos últimos años y un informe del proceso de Julián Grimau.

## LA UNANIME CONDENA DEL PUEBLO

**D**E un extremo a otro de España, un clamor de indignación ha brotado condenando el asesinato de Julián Grimau. Obreros y campesinos, estudiantes y mujeres del hogar, profesores de universidad y empleados, intelectuales y funcionarios, han expresado en variadísimas formas su rotunda condenación del crimen cometido por Franco.

Así en las manifestaciones en Sevilla, Barcelona y en la Universidad de Madrid; en cientos de miles de octavillas que han circulado por Galicia, Barcelona, Madrid y otras muchas provincias; en periódicos clandestinos, como Unidad, órgano del Comité de Barcelona del P.S.U.; en los tres minutos de silencio de los presos políticos de Cáceres, en el patio de la prisión; en declaraciones como las de las «Fuerzas democráticas de Cataluña», en la concentración de decenas de miles de personas el 1º de Mayo en la Casa de Campo de Madrid y en el bosque de las Planas de las afueras de Barcelona; en letreros con tinta roja en las paredes y muros de diversas ciudades, en millares de cartas desde Valencia, Logroño, Granada, Murcia, Jaén, Zaragoza, Córdoba, Guipúzcoa, Sevilla, enviadas a Angela Grimau, al Partido Comunista y a la redacción de R.E.I.; en cartas dirigidas a la redacción de algunos periódicos, a los gobernantes franquistas, a Pla y Deniel, a personalidades universitarias.

En Barcelona, los vecinos de la barriada de San Andrés pusieron el nombre de Julián Grimau a una calle, y desfilaron ante el letrero en homenaje al héroe antes de que la policía llegara y lo borrara.

«Asturias hierve de indignación —dicen nuestros camaradas— por el abominable crimen perpetrado por la dictadura contra el dirigente comunista Julián Grimau.

«Del 18 al 20 se han vivido horas de dramática tensión. «¿Se sabe algo?» Preguntaban la inmensa mayoría de los mineros tan pronto afloraban a la superficie. Esta era, igualmente, la pregunta formulada constantemente en fábricas, mercados, tiendas, hogares, chigres y escuelas. En la fábrica de DURO FELGUERA y algún otro lugar aparecieron escritos: SALVEMOS A GRIMAU. NO DEJEMOS ASESINAR A GRIMAU.»

En carta de Galicia, se dice:

«Un teniente coronel muy conocido y de gran prestigio comentaba: «Es una vergüenza que se juegue así con el honor del Ejército. Si es cierto que Grimau cometió todos esos delitos que se le imputan, hubiera sido fácil probarlo en juicio, con toda clase de garantías, etc., etc. Pero al no hacerlo así, está demostrado que no se trataba de juzgarlo, sino de matarlo.»

En Madrid nos dicen los camaradas, que si la dictadura pretendía aterrorizar a los trabajadores con el infame asesinato del dirigente comunista Julián Grimau, se ha equivocado por completo, ya que la cólera, la repulsa y la protesta de los trabajadores no ha tenido límites.

# LA CONFÉRENCE DE L'EUROPE OCCIDENTALE POUR L'ESPAGNE

## lance un appel à l'O.N.U. pour qu'elle examine le problème posé par le régime franquiste

Plusieurs centaines de personnalités françaises et étrangères ont apporté leur concours et leur appui à la conférence extraordinaire de l'Europe occidentale pour l'Espagne, convoquée à la suite de l'exécution de Julian Grimau et qui s'est tenue samedi et dimanche, salle Adyar, square Rapp. Sur une estrade, sous la photo du leader communiste Grimau, le bureau de la conférence composé notamment de MM. Jules Moch, François Billoux, Edouard Daladier, Claude Fuzier et John Mendelson, député travailliste, avait pris place samedi autour de Mme Grimau. D'entrée de jeu M. Mendelson déclara : « Le gouvernement espagnol a hâté l'exécution de Julian Grimau pour empêcher une intervention de l'opinion internationale. Le lendemain de cette exécution le général Franco a assuré que Grimau avait disposé de tous les moyens de défense. »

Ensuite Mme Collette-Kahn, président de la Ligue internationale des droits de l'homme, a déclaré, que des pétitions devraient être faites pour demander l'exclusion de l'Espagne des grandes organisations internationales, et qu'il fallait inviter tous les touristes à ne plus passer leurs vacances en Espagne.

Des interventions de MM. Agnoletti, maire adjoint de Florence, représentant M. La Pira, malade ; Stanley Mayne, président du Comité britannique pour l'amnistie politique ; du professeur Maurice Vaussard, vice-président de Pax

Christi en France, et de M. Wolf, avocat au barreau de Bruxelles, ont également été entendues.

A l'issue de ses travaux la conférence a voté dimanche, à l'unanimité, deux motions. La première s'élève contre « l'atteinte au principe élémentaire de la civilisation moderne, qui vise à assurer le respect et la protection de la personne humaine ».

La conférence constata en outre que l'exécution de Grimau est « un crime s'inscrivant dans une longue suite d'actes odieux commis par le gouvernement franquiste contre les Espagnols suspects de se livrer à des activités tendant à la libération de l'Espagne et à la restauration de la légalité ».

Elle a enfin estimé « devoir rappeler que le régime de Franco a été instauré grâce à l'intervention militaire de Hitler et de Mussolini ».

En conclusion, la conférence a adressé à l'Organisation des Nations unies un pressant appel pour qu'elle prenne conscience de cette situation, et particulièrement de l'incompatibilité qui existe entre le régime franquiste et les principes définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans la charte des Nations unies.

En conséquence elle a invité l'O.N.U. à porter à l'ordre du jour de sa prochaine Assemblée générale l'examen du problème espagnol.

ement et est resté à Washington afin de rester en contact avec ses adjoints qu'il a envoyés à Birmingham.

D'autre part environ cinq cents Noirs ont manifesté dimanche devant la Maison Blanche pour protester contre les mesures de répression de la police de Birmingham et demander l'intervention des autorités fédérales en Alabama.

### « NEW YORK TIMES » (indépendant) : un déshonneur national.

*« Aucun Américain élevé dans le respect de la dignité humaine ne peut apprendre sans honte les actes commis par la police de l'Alabama contre des Noirs et des Blancs qui manifestent pour les droits civiques. L'utilisation de chiens policiers et de lances à incendie à haute pression pour disperser les enfants à Birmingham est un déshonneur national. L'arrestation de centaines de jeunes gens et d'enfants, et leur incarcération dans des prisons où des maisons de correction, uniquement parce qu'ils demandaient qu'on leur accorde le droit à la liberté, est un travesti de la légalité. »*

*« Sur le plan international ces crimes coûteront très cher aux Etats-Unis... Mais notre inquiétude immédiate porte moins sur ce que les autres pensent de tout cela que sur ce que nous subissons, nous autres Américains. Nous ne pouvons rester muets devant cette dégradation chez nous. Chacun de nous est diminué par cette violation choquante des droits de l'homme en Alabama. C'est le rôle du président de s'assurer que la Constitution est observée dans cet Etat comme dans tous les autres où les principes sont pétiés. »*

Mais il était nécessaire que le chef de la diplomatie américaine s'entretint avec les dirigeants yougoslaves des « malentendus » qui finissaient par créer une crise grave. Le communiqué publié à l'issue de la visite de M. Rusk est avare de précisions, comme la plupart des documents de ce genre. Du moins affirme-t-il que le maréchal Tito et le ministre américain ont souhaité un développement des échanges entre leurs pays. L'expression de ce vœu n'était pas inutile.

La politique « compréhensive » du gouvernement de Washington vis-à-vis du régime tittiste se heurte en effet à un fort courant d'hostilité dans le Congrès et l'opinion. Beaucoup de sénateurs et de représentants affirment que les dollars prêtés ou donnés à la Yougoslavie profitent en fin de compte au camp socialiste. Les parlementaires ont à plusieurs reprises réduit les crédits que l'administration se proposait d'accorder à la Yougoslavie.

À la fin de 1962 le Congrès a pris une décision beaucoup plus lourde de conséquences, puisqu'il a privé la Yougoslavie (et la Pologne) du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Cette loi porte un coup sérieux au commerce des Yougoslaves, puisque les droits de douane qui frappent leurs produits à l'entrée des États-Unis doivent augmenter de 30 à 200 %.

M. Rusk a simplement donné à ses interlocuteurs l'assurance que le gouvernement de Washington ferait tout son possible pour amener les parlementaires à modifier leur position. Le président peut d'ailleurs opposer son veto à la décision du Congrès. Pour que la Yougoslavie soit privée

jeune ministre algérien des affaires étrangères, et ne se rendrait que mardi dans le Constantinois, puis en Oranie.

Le chef de la R.A.U., qui prolongerait sa visite jusqu'à la fin de la semaine, aura d'ici là des entretiens politiques avec le gouvernement algérien, qui porteront notamment sur la préparation de la conférence interafricaine d'Addis-Abéba et la politique algérienne à l'égard des regroupements en cours au Proche-Orient.

## L'Algérie et les regroupements arabes

Par PHILIPPE HERREMAN

« Il y aura bientôt sur le drapeau de la R.A.U. une quatrième, et bientôt même une cinquième étoile, celle de l'Algérie. » On aurait tort d'attacher à cette prophétie faite samedi par M. Ben Bella, en présence du président Nasser, plus d'importance qu'aux innombrables professions de foi sur l'imminente unification maghrébine. L'adhésion de l'Algérie à la nouvelle fédération arabe est au moins aussi malaisée que la réalisation du Maghreb uni. L'accueil réservé au Raïs par les Algériens pourrait faire illusion. En fait leur hommage s'adressait au moins autant au grand allié du temps de guerre et au prestigieux champion de la « lutte anti-impérialiste » — selon l'expression du colonel Boumediène — qu'au « rassembleur » des terres arabes, qui ne peut faire oublier le candidat à l'hégémonie du golfe Persique à l'océan Atlantique.

Sans doute l'équipe d'Alger a-t-elle, en dépit des dissemblances, des affinités particulières avec le régime du Caire, et il est probable que M. Ben Bella est sincère lorsqu'il souhaite rallier « bientôt » la R.A.U. Mais il sait aussi à quoi s'en tenir sur la fragilité des regroupements

à construire le Maghreb avec eux. La visite du Raïs égyptien à Alger a fait ressortir ce soudain isolement du Maroc et de la Tunisie dans le monde arabe. Les clameurs des Algériens accueillant le « grand frère » faisaient paraître plus profond le silence des deux autres pays. Mais, dut-elle attendre longtemps que ses voisins fassent à leur tour leur « révolution », l'Algérie ne paraît pas actuellement disposée à « enjamber » le Maghreb pour ajouter une étoile au drapeau d'une fédération qui n'a pas encore — les événements de Damas le prouvent — fait la preuve de sa solidité.

Directeur du Fonds monétaire  
international

M. PER JACOBSSON  
MEURT A LONDRES

(Lire notre article en page 16.)

# GLOSAS

## Un gesto digno de un buen español

LOS españoles de verdad, los que ni somos neutralistas, ni independientes (?), ni cucandas, ni torcidos ni retorcidos, no nos sorprende que el comunismo y el camarada Kruschef, el humanitario ametrallador de los patriotas húngaros en su propia capital de Budapest, hayan organizado camorras y fechorías en todas esas ciudades europeas donde hay libertad para el comunismo y, sobre todo, hay libertad para las manifestaciones antiespañolas y para que los indeseables, enemigos de toda libertad y de todo lo que sea decencia, vociferen contra España porque en ésta se haga justicia a un delincuente y que éste haya sido un comunista. ¿Quién había de ser? Vaya por las muchas veces que el comunismo y los estados comunistas cometen la injusticia —que esa es su justicia— de asesinar a miles de inocentes. Nada de eso nos puede sorprender porque están en su papel. Su odio a España y a todos los españoles que no se entregaron al comunismo sino que lucharon contra él y aquella legalidad que nos lo quería imponer, y le vencieron y humillaron —de ahí brotan aumentados todos sus rencores—, está a tono con el asco que sentimos por esas ideas y por sus mantenedores, los verdugos de Rusia, de Hungría, de Bulgaria y de todos los países donde padecen la inhumanidad del comunismo y de sus hombres sin entrañas.

Nada de eso nos sorprende ni nos puede sorprender. Ni siquiera el dolor de la pobre reina abuela de Bélgica, que chocheando y en pleno desarrollo de sus tonterías, siente tal debilidad por los pobrecitos comunistas, por los justicieros y humanitarios soviéticos, a los que ha visitado alguna vez para darles su parabién y contemplar lo satisfecho que está todo el pueblo ruso por lo bien, lo regalado y lo libre que vive, gracias al comunismo, y emocionarse por la justicia tan ejemplar que se ejerce en la Unión Soviética que también se ha enternecido ante la condena, para ser cumplida, sin bromas ni música, contra un delincuente, Julián Grimau, del que los de su calaña tienen la culpa de que hablemos de él. Nada de eso nos extraña. Porque todos están en su papel. Como Maurice Thorez, el jefe del comunismo francés, que iba por París presidiendo una manifestación antiespañola. Son todos dignos sucesores de aquellos de las ruidosas manifestaciones de octubre de 1909, que protestaban por haber sido aplicada la justicia a otro delincuente —lo mismo que ahora—, a Francisco Ferrer. Son todos lo mismo y de la misma madera traidora, como ese jerifalte comunista, Thorez, que en guerra Francia y Alemania, en 1939-40, desertó y abandonó su patria y se pasó al enemigo, al escapar a territorio alemán. Y así sigue haciendo de traidor.

Todo eso no ofrece motivo para la sorpresa. Ni siquiera que coincida con el humanitarismo comunista la regia abuelita belga. También en el arca de Noé debieron coincidir la paloma y el gavián. Pero es en Bélgica donde están extrañados, precisamente, por estas preocupaciones, cuando tan calladitos han estado en otras ocasiones en que ni la vida de los belgas les han preocupado ni han mostrado dolor por el sacrificio de ellas. Ni siquiera la sentimental soberana abuela o bisabuela. Es el diario católico de Bruselas, «La Libre Belgique», el que comentando la campaña comunista contra España, ha dicho: «Es evidente que existe una máquina para provocar la emoción colectiva, una máquina que funciona en ciertas circunstancias y que se bloquea en otras.» «Es evidente que si Grimau hubiera sido procesado ante otro tribunal que no fuera español, su proceso, su condena y su ejecución hubieran dejado profundamente indiferentes a los millares de hombres y mujeres que ahora participan en la campaña antiespañola.» «Nuestros compatriotas que claman ahora por la condena de Grimau no se manifestaron jamás para condenar la ejecución infinitamente más sumaria de súbditos belgas por las tropas de la ONU en el Congo.»

Es que aquello no le disgustó al comunismo porque todo lo que fue contra Bélgica le agradó. Pero en todas estas cosas de no sorprendernos, hay una que acaso haya sorprendido a algunos. La del melifluido alcalde de Florencia, Giorgio La Pira, de la democracia cristiana, ex ministro y zurdillo, que también se ha compadecido del pobrecito y tantas veces criminal Grimau, y ha intercedido por él, humanitariamente, como no lo habría hecho nunca por sus víctimas cuando el angelito las martirizó en la checa de la que fue jefe en Barcelona. Ni tampoco creemos que habría intercedido por los paisanos suyos, por todos los miles y miles que sin proceso alguno fueron exterminados en Italia en 1945 y 46, en aquella feria de venganza y crueldad. El humanitarismo de La Pira estuvo entonces en suspenso o de vacaciones.

Es algo de cinismo el de estos circunspectos varones que con una falta de elegancia y sobra de indelicadeza, propia de los desequilibrados días electorales, se pongan a la altura del barro, que es en la que están los comunistas, y se confundan con ellos. Por eso, un profesor español y tradicionalista, Francisco Elías de Tejada, catedrático de Filosofía del Derecho de la Universidad de Sevilla, que está en Nápoles pronunciando unas conferencias, indignado, sin duda sobre el proceder del alcalde de Florencia, ha tenido el gesto muy español de dirigirle una carta, que dice así: «Encontrándome accidentalmente en Italia, he leído en los periódicos su telegrama al Jefe del Estado español con motivo del caso Grimau y sentido horror al constatar que ha sido remitido por un profesor universitario y por añadidura de la Facultad de Derecho penal vigente en la República italiana, en el cual se considera delito la ofensa pública a un Jefe de Estado extranjero; del Derecho internacional, que prohíbe la ingerencia en la vida interior de un Estado soberano, y del Derecho natural, que, ciertamente, no admite la apología de un asesino. Como católico, como español, como hombre de honor y como profesor universitario, le hago saber que España es un pueblo que ha prestado muchos servicios a la Iglesia de Cristo, por lo que no puede tolerar consejos por parte de una persona que claramente ha demostrado no estar a la altura para juzgar a un pueblo de hidalgos con honor. Le desprecia, FRANCISCO ELÍAS DE TEJADA, catedrático de Filosofía del Derecho de la Universidad de Sevilla.»

Gesto digno de un español ante la indignidad de un italiano que, sin serlo, se ha puesto a la misma altura que los comunistas. Todo su telegrama es una lección de decoro y de elegancia. Hasta el desdén final, está en su sitio. «Le desprecia.» Porque el desprecio es lo único que merece La Pira. Elías de Tejada se ha ganado la felicitación.—S A B.

# ANUNCIOS

**POLLOS** para asar a 38 pesetas kilo. Desojo y Compañía. Avenida San Ignacio, 10.

**PATITOS** para criar para carne. Viernes y sábados en "La Florida". Eslava 6

**PATITAS** de 5 semanas en "La Florida". Eslava, 6. Pamplona

**INCUBACIONES** —rendimiento y economía— "La Florida". Eslava, 6.

**PIENSOS** equilibrados "La Florida" Eslava, 6. Pamplona (424)

**¡POR FIN!** El pollo de carne que usted esperaba. La mejor raza americana Cruce de White-Rock y Cornish Kilo carne siete semanas. "La Florida", Eslava, 6. Teléfono 11462

**POLLITOS** especial para carne X Hibro Granja San Esteban. Avda. Guipúzcoa, 14. (4410)

## Cartelera

**ARRA.—**A las 5,15 y 10,30. "LA NOVIA". ANTONIO PRIETO (Mayores).

**ROMANOFF.—**A las 5,15, 7,30 y 10,30. "ROMANOFF Y JULIETA". COLOR. PETER USOV, JOHN GAVIN. (Apta para todos)

**ULTIMOS DIAS!—**A las 6,30 y a las 10,30. "DIA MAS LARGO". CINESCOPE. La película de las 42 semanas (Apta para todos).

**DIOS A LAS ARMAS.—**A las 4,45, 7,30 y 10,30. CINESCOPE Y COLOR. ROCK WILSON. (Mayores).

**LA BELLA LOLA.—**A las 4,45, 7,30 y 10,30. "LA BELLA LOLA". COLOR. SARA MONTIEL. (Mayores)

**EL ANALFABETO.—**A las 5, 7,30 y 10,30. "EL ANALFABETO". COLOR. CANTINFLAS. (Apta para todos)

**DESDE LAS 5,30.—**"GERONIMO" CINEMASCOPE Y COLOR. CHUCK CONNORS. (Mayores)

**DESDE LAS 5,30.—**"PUNOS DE HIERRO". CINESCOPE Y COLOR. GORDON BOTT. (Mayores).

**DESDE LAS 5,30.—**"HABANERA". 2.ª "EL CIELO DIFAMADO". (Mayores)

### CINE ESLAVA, S. A.

Burlada — Teléfono 25409 a las 7:30 y 10:15: PALMER HARTO. Una película policiaca de intriga y violencia. Con ARDO PALMEROLA e INES MA. (Mayores).



### TEATRO GAYARRE

A las 7,30 de la tarde. Patrocinado por la Caja de Ahorros de Navarra, Institución Príncipe de Viana y el Excelentísimo Ayuntamiento.

#### GRAN CONCIERTO ORQUESTA «SANTA CECILIA»

Director: JAVIER BELLO PORTU  
Nuevos socios y despacho de localidades en taquilla.

### FRONTON EUSKAL JAI

Hoy viernes, no hay partidos  
Mañana sábado a las 3,45  
**LECUMBERRI Y ERRO**  
**IBERO Y ECHENIQUE**

**OLAVERRI E IRAIZOZ I**  
**RAUL Y MATEO**

#### Número 1

"EL CIELO DIFAMADO"

#### Número 2

"EL DIA MAS LARGO"  
"EL ANALFABETO"  
"GERONIMO"  
"PUNOS DE HIERRO"

#### Número 3

"LA NOVIA"  
"ROMANOFF Y JULIETA"  
"HABANERA"

#### Número 3-R

"ADIOS A LAS ARMAS"  
"LA BELLA LOLA"

## ANUNCIOS OFICIALES

### Herederos de Camilo Castilla, S. A.

**CORELLA** (Navarra)

convoca a Junta General Ordinaria de Accionistas para el día 20 de Mayo de 1963, a las 10 horas, en su domicilio social, Santa Bárbara Núm. 40, en Pamplona (Navarra), con arreglo al presente orden del día:

1.ª Aprobación, si procede, de la Memoria, Balance y Cuentas del Ejercicio 1962.

2.ª Ver sobre la distribución de beneficios.

3.ª Elección de cargos en el Consejo de Administración.

4.ª Si no reunirse número suficiente de accionistas, se celebrará dicha Junta en segunda convocatoria, el día siguiente 21 de Mayo de 1963, en el domicilio local y a la misma hora.

5.ª Para tener derecho de asistencia a las Sres. Accionistas deberán concurrir con las condiciones previstas en el artículo 19 de los Estatutos.

de dos años, contados del 1.º de Agosto de 1963 al 31 de Julio de 1965, con rebaja del 10% del tipo de tasación y con sujeción a las condiciones que se hallan de manifiesto en esta Alcaldía.

Ustárroz (Egüés), 1 de Mayo de 1963.

El Alcalde-Presidente,  
**FRANCISCO ESQUIROZ**

### VILLANUEVA DE ARCE

#### SUBASTA DE ARBOLADO DE HAYA

Según anuncio que se publica en el Boletín Oficial de la Provincia, número 50, correspondiente al 26 de Abril actual, se saca a subasta, a pliego cerrado, el arbolado de haya que se expresa a continuación:

Lote único.—540 árboles de haya, que cubican 782 metros de madera y 403 metros de leña. Tipo base de licitación, 1.104.060 pesetas, y precio índice, 1.380.075 pesetas.

Lote fogueral.—36 árboles de haya, que cubican 62.500 metros de madera.

# La presse hebdomadaire et l'exécution de Julian Grimau

**FRANCE-OBSERVATEUR :** Franco n'a pas changé.

« Le vainqueur de la dernière guerre, c'est Franco. Le vainqueur des rivalités et des désordres de notre temps, c'est Franco (...).

» Que les démocraties qui, en inventant la non-intervention, ont hâlé son triomphe, soient bien persuadées que si elles négocient quoi que ce soit avec lui elles continuent de négocier avec le même pouvoir, le pouvoir jactieux installé avec l'aide de Hitler et de Mussolini, et qui a bombardé Guernica et fusillé Federico Garcia Lorca, le même qui aujourd'hui commet un nouveau crime. Et il le commet avec d'autant plus de tranquille goguenardise que c'est un acte politique, longuement médité, froidement calculé.

» Ainsi le monde doit-il comprendre et ainsi le peuple espagnol toujours asservi et toujours frémissant de douleur et de colère doit-il comprendre que la puissance qui, depuis vingt ans, règne sur l'Espagne est inébranlable. Elle peut se livrer en toute sérénité, comme à des jeux de prince, aux plus injurieuses provocations, elle est au-dessus, bien au-dessus des indignations, des protestations, des menaces ; au contraire, l'univers qui s'obstine à la maintenir en place ne fait que se compromettre avec elle dans le même bain de boue et de sang. »

(JEAN CASSOU.)

**L'EXPRESS :** la peur de la guerre civile ne doit pas disparaître.

« Tous ceux qui ont approché le Caudillo le tiennent pour un homme froid, non impulsif, et pour lequel, depuis longtemps, ne se posent plus les problèmes de la haine personnelle. C'est devenu un homme de gouvernement, habitué par la seule volonté de puissance, s'il a voulu aujourd'hui que les souvenirs de la guerre civile redeviennent vivaces et menaçants, c'est pour que le peuple espagnol, qui de plus en plus tentait de dépasser ces souvenirs, demeure conscient de l'origine et de la force du régime franquiste.

» Franco, qui n'a dû sa victoire qu'à la guerre civile, sait qu'il ne se fait accepter que par la peur de la guerre civile.

» Au conseil des ministres Franco a cité l'exemple de l'exécution de Bastien-Thiry pour montrer que de telles mesures, dans un Etat fort, ne provoquent aucune réaction dangereuse. Nous sommes là, évidemment, en pleine inconscience ; le rapprochement entre Bastien-Thiry et Grimau est aussi scandaleux qu'est artificielle la comparaison entre le chef espagnol, dont toute la force réside dans son armée, et le président français, que son armée a failli par deux fois renverser. Il reste, et j'en ai eu maints témoignages, que de Gaulle inspire Franco. »

(JEAN DANIEL.)

**LA FRANCE CATHOLIQUE :** émotion et recueillement. Mais...

« La balance des morts a marché cette semaine en faveur du chef communiste espagnol Grimau, condamné à mort par un tribunal militaire et exécuté à Madrid. L'émotion et le recueillement devant la mort de tout homme nous paraît bonne et mérite d'être partagée. Mais nous aimerions connaître les instruments de mesure qui permettent une émotion publique pour celui-ci et rien d'apparent pour celui-là. A moins que ceci ne relève que de la tactique pure, Dieu finalement devant reconnaître les siens... »

**LA NATION FRANÇAISE :** vérité au-delà...

« Nous ne trouvons pas belle l'exécution de Julian Grimau pour des crimes commis il y a plus de vingt-cinq ans.

» Mais la conscience universelle se réveille au-delà des Pyrénées, s'endort en deçà.

» Le sang du 20 avril ne lui semble pas de même composition et nature que celui du 11 mars.

» La Pira, maire de Florence, a télégraphié à Franco : « Vous avez taché de sang la noble terre d'Espagne. »

» Il n'avait pas télégraphié à de Gaulle, le lundi 11 mars, lorsque Bastien-Thiry fut exécuté. »

**CANDIDE :** la réponse du Caudillo à Jean XXIII.

« L'absurde exécution de Grimau ne prend de signification que si l'on se replace dans le climat politique de l'Espagne, lourd de rancune et de méfiance. Les vieux compagnons de Franco, les capitaines-général qui commandent l'Espagne, les hauts fonctionnaires phalangistes, des hommes comme Camillo Alonso Vega, le ministre de l'intérieur, ou Munoz Grandes, le vice-président, vivent dans une atmosphère de complot permanent. Pour eux, la guerre civile ne sera jamais terminée, car elle est la justification même de leur pouvoir.

» Or cette aile ultra est de plus en plus inquiète. L'Eglise espagnole glisse lentement vers des positions plus libérales...

» Inquiets, les ultras font pression sur Franco, et il est difficile au Caudillo de leur résister. Sa vie est entre les mains des militaires qui l'entourent. Le mystérieux accident de chasse au cours duquel Franco fut blessé au bras il y a deux ans, par l'explosion d'une balle dans le canon de son fusil, était, a-t-on murmuré à Madrid, un attentat ou, tout au moins, un avertissement.

» On peut donc penser que Franco a voulu donner des gages à ses ultras et répondre à sa manière à l'encyclique Pacem in terris, qui ne peut qu'accentuer le glissement de l'Eglise espagnole vers le libéralisme. »

(HUBERT JARDIN.)

**DEMOCRATIE 63 :** le gouvernement français a-t-il demandé la grâce de Grimau ?

« Franco est un ogre », dit Malraux dans l'Espoir, par la bouche d'un de ses personnages les plus modérés.

» Franco est un ogre, Malraux est un ministre et l'un de ses collègues ministres était en visite chez Franco au moment de l'exécution de Grimau. Ce ministre a-t-il au moins demandé la grâce du condamné ?

» A-t-il imité les cardinaux Feltrin et Gerlier, pour ne pas parler de Kennedy et de Khrouchtchev ? A-t-il usé des moyens de pression dont il disposait, plus efficaces que des prières ? J'en doute. La raison d'Etat française n'exige-t-elle pas aujourd'hui le rapprochement avec le gouvernement franquiste ? Le chef d'état-major d'abord s'est rendu à Madrid, puis le ministre des finances ; à quand, André Malraux, le ministre de la culture ? La raison d'Etat exigera bien un jour la conclusion d'accords culturels... »

(ROGER IKOR.)

**FORCES NOUVELLES :** dire que chez nous des gens se seront réjouis !

« C'est ce général rebelle, qui a livré son pays à la plus affreuse guerre civile, qui ose accuser et condamner ses adversaires pour crime de rébellion... »

» ... Cette fois l'histriion sanglant qui règne implacablement sur la malheureuse Espagne a sans doute dépassé la mesure...

» ... Ce nabot, qui n'a dû sa victoire sur les siens qu'à l'aide des bandes mussoliniennes et hitlériennes, peut bien invoquer la civilisation chrétienne, le sang de toutes ses victimes l'étouffera.

» Je veux dire la fierté que j'ai éprouvée en apprenant que deux cardinaux français avaient lancé un appel à la clémence au nom des valeurs éternelles qu'ils incarnent...

» ... Mais dire qu'il existe encore chez nous des gens qui n'auront pas le courage d'approuver publiquement le Caudillo, mais dont la peur aura secrété la joie devant l'ordre défendu. »

(JEAN TEITGEN.)

» Mme Cotton, secrétaire générale de l'Union des femmes françaises, vient d'adresser une lettre à la veuve de Julian Grimau, dans laquelle elle écrit notamment : « Des millions et des millions de femmes non seulement partagent votre peine mais sont résolues à vous aider de toutes leurs forces à défendre partout la justice, la démocratie et la paix à l'exemple de Julian Grimau. »

» Les conseils généraux du Gard, de l'Isère et de la Haute-Vienne ont de leur côté adopté des résolutions exprimant leur indignation de l'exécution du leader communiste espagnol.

# ET DIVERSITÉ

Par SIRIUS

vement général du monde semblent appeler à une certaine unité.

## COMMUNS

de scolarisation, l'affranchissement de la femme, sont ainsi les conditions premières du progrès économique. Entreprise qui ne va pas sans risques : risque de précipitation pouvant entraîner de redoutables porte-à-faux, ou au contraire excès de prudence qui pourrait vite ramener à de vieilles et chères habitudes, risque de corruption toujours présent une fois passés les enthousiasmes de la première vague révolutionnaire, risque de dénoncer à tort et à travers l'« impérialisme » et le « néo-colonialisme » sans voir les dangers qu'ils pourraient réellement présenter ici ou là.

L'esprit, l'âme, se trouvent aussi en cause. Un malaise, une distorsion, parfois une souffrance, ne seront pas aisément éliminés chez ceux dont la pensée et les sentiments sont restés profondément arabes et ne peuvent encore trouver qu'en français leurs moyens d'expression.

Un dernier trait enfin a de quoi surprendre : l'oubli ou plutôt la volonté d'écarter le souvenir des emprisonnements et des combats, fussent-ils récents. L'Européen, le Français, se sent presque partout en complète sécurité. Il n'en va évidemment pas de même pour ses biens là où la lutte pour l'indépendance a débouché sur une révolution sociale plus ou moins profonde.

## constitutionnelle et divin

vent d'une idéologie nationaliste, socialiste ou communiste, les partis sont tolérés et n'hésitent pas à attaquer sinon le roi, du moins sa politique intérieure et extérieure ainsi que son train de vie. A la veille du référendum l'Union nationale des forces populaires, qu'appuie vigoureusement l'Union marocaine du travail

et que dirigent deux hommes de grande valeur, MM. Bouabid et Ben Barka, dénonçait le « pouvoir personnel et féodal » et une « procédure antidémocratique » qualifiée d'« escroquerie politique ». Dès maintenant la campagne électorale est engagée dans tout le pays en vue des premières élections législatives, fixées au 17 mai. Ces élections, le pouvoir, seul maître de la radio, est bien résolu à les gagner, comme il a gagné le référendum en décembre dernier. Le « Front pour la sauvegarde des institutions constitutionnelles », dont le ministre de l'intérieur a annoncé le 20 mars la création, trouve là son premier objectif, cependant que l'U.M.T. dénonce, « après la mascarade référendaire, la mascarade électorale ».

S'il paraît un peu excessif d'assurer que les principes de la « libre entreprise » sont aujourd'hui la loi économique du Maroc, que les hommes d'affaires américains considéreraient comme une nouvelle Californie, il est certain que le capital étranger y est désiré et particulièrement bien accueilli. Certain aussi que la misère est grande et la situation économique et financière du pays difficile. Certain enfin qu'on y éprouve beaucoup moins qu'ailleurs ce qu'il est convenu d'appeler les complexes de la décolonisation.

(Lire la suite en 3<sup>e</sup> page, 4<sup>e</sup> col.)

applaudissements des députés C.D.U., la main de son successeur désigné.

M. Majonica s'étendit plus longuement sur les fâcheuses coïncidences de janvier, affirmant, comme après lui M. Schroeder, que le traité était, en somme, la réalisation à deux de ce qui avait échoué à six au cours de l'été 1962. Il a déclaré qu'il était « ouvert également à d'autres Etats, et que l'union politique demeurerait le but ».

« Nous nous défendons toujours, ajouta-t-il, contre l'alternative Washington ou Paris. Pour nous, c'est la formule Washington et Paris qui est toujours valable... » L'attitude et la politique du gouvernement fédéral ont dissipé tous les doutes à ce sujet, nota encore l'orateur, qui souligna la volonté du gouvernement de Bonn de tout faire pour fortifier l'O.T.A.N. : « Nous refusons toute idée d'une Europe troisième force entre les Etats-Unis et Moscou. L'Europe seule et non une nation particulière peut devenir un partenaire égal en droits des Etats-Unis. »

Il conclut en annonçant que la C.D.U. recommanderait à la commission des affaires étrangères, qui allait maintenant se saisir du traité, d'introduire la résolution votée par le Bundesrat comme préambule de la loi de ratification, « ce qui serait une manifestation encore plus forte de la volonté du Parlement que la résolution du Bundesrat ».

## Les social-démocrates demeurent réservés

Les social-démocrates allaient-ils partager ce point de vue et se rallier à la majorité ? M. Wehner, premier et principal orateur de l'opposition, se garda bien, en dépit des accents polémiques auxquels il se haussa de temps en temps, d'apporter à cette question une réponse claire et de lier son parti dans un sens ou dans l'autre !

(Lire la suite en 5<sup>e</sup> page, 4<sup>e</sup> col.)

## GRAND LAROUSSE encyclopédique

en 10 volumes

dans l'ordre alphabétique, tous les mots de la langue française et toutes les connaissances humaines

le tome VII (Mali-Orly) vient de paraître relié (21 x 27 cm), sous jaquette en couleurs

en souscription chez tous les libraires



Semana del 27 de abril al 4 de mayo de 1963.

EN NOMBRE DE LA GUERRA CIVIL

por Julián GORKIN

El viernes 19 de abril, al conocer la inconcebible condena a muerte del comunista Julián Grimau, don Salvador de Madariaga y el que esto escribe le dirigimos un telegrama urgente al general y vicepresidente Agustín Muñoz Grandes levantándonos enérgicamente contra la misma y contra su eventual ejecución. Eventual porque no creímos un solo instante —cómo no pareció creerlo nadie— que llegara a ejecutarse. Adversarios consecuentes del comunismo como de todos los totalitarismos, concebimos la ilusión de que nuestra demanda surtiría por eso mismo un efecto mayor. No ha sido así. La monstruosa torpeza —más aún que el crimen— se ha llevado hasta el trágico fin. Voy a tratar de explicar las consecuencias del hecho y de explicarme yo mismo.

Todo resulta sospechoso y turbio en torno al caso Grimau. Se sabe que fue bárbaramente torturado por la policía: las autoridades inventaron una tentativa de suicidio para salir del paso. En el juicio sumarísimo la ha negado rotundamente. No necesitaba negarla: existen testimonios probatorios de tales torturas a detenidos católicos, republicanos, socialistas, anarcosindicalistas y comunistas sin distinción. Una de las causas de dicho juicio sumarísimo y de la inmediata ejecución ¿no hay que buscarla ahí?

No ha negado Grimau su pertenencia al Comité Central del partido comunista ni sus propósitos de reorganización clandestina al regresar a España. Y menos su acción de solidaridad con los huelguistas asturianos de la primavera de 1962. No podía motivar todo esto una condena a muerte; por lo demás, todas las oposiciones españolas, incluso las más derechistas, se solidarizaron con los huelguistas. En apoyo de la terrible condena ha habido que recurrir a una calificación jurídicamente inconcebible: la de "delito continuo de rebelión militar". Delito continuo... ¿Quiere ello decir que a la actuación reciente hay que añadir la actuación, no probada, del periodo de la guerra civil? Ahí reside a mi juicio la gravedad del hecho.

No obstante conocer a la mayoría de los militantes comunistas españoles de alguna significación, a mis oídos no había llegado hasta hace unos meses el nombre de Julián Grimau. Es posible que haya visos de verdad en las acusaciones que, por medio de testimonios de segunda categoría, se le han formulado. Perteneciente según parece a los servicios policíacos stalinistas de Barcelona, es posible incluso que se encontrara entre los que nos detuvieron, en junio de 1937, a otros compañeros y a mí —entre ellos al entonces torturado y asesinado Andrés Nin— para montarnos el que se calificó de "primer proceso de Moscú en el extranjero". Me confiere ello —y el haber protestado, durante más de treinta años, contra todos los crímenes del stalinismo— una autoridad moral sin duda excepcional para levantarme contra el torpe crimen de hoy.

No se trata de una simple reacción sentimental o humanitaria, si no de una posición política meditada y firme. Vengo defendiéndola, desde hace varios años, mediante unos cuantos enunciados: los españoles debemos cerrar el abismo abierto por la guerra civil y sancionar o superar sus consecuencias; debemos crear las condiciones de una convivencia civil y civilizada y debemos, en fin, integrar a la nueva España en el nuevo concierto democrático europeo e inter-

*Esta información sobre los problemas internacionales — políticos, económicos, sociales y culturales — de nuestro tiempo puede ser reproducida íntegramente o simplemente citada o resumida. Constituye un servicio original y benévolo en lengua española, bajo los auspicios del Congreso por la Libertad de la Cultura. Los puntos de vista que en él exponen los autores caen bajo su exclusiva responsabilidad.*

nacional. En la reunión de Munich de junio del año pasado, bajo los auspicios del Movimiento Europeo y la presidencia efectiva de don Salvador de Madariaga, ciento dieciocho representantes de las oposiciones democráticas españolas -luego con la exclusión de falangistas y comunistas- afirmamos el propósito de preparar una solución incruenta del problema español, en función del porvenir y no del pasado. Sólo el franquismo, que viene maniobrando para que se le abran las puertas -y los beneficios materiales- del Mercado Común, se pronunció contra esa solución incruenta.

Y es que no pierde ocasión el general Franco de reafirmar, con palabras y con hechos, su voluntad de guerra civil. Asentó su poder gracias a ella y en ella se mantiene. Su último acto de guerra civil ha sido esta condena y esta ejecución, remate de una reciente cadena de procesos y de condenas a años y años de prisión a numerosos opositores. ¿Cómo no se da cuenta de que el "delito continuo de rebelión militar" es él quien lo representa? ¿Que al millón de muertos de 1936-1939 viene a añadir todavía uno en 1963? ¿Acaso no sabe en qué año ni en qué mundo vive? ¿Y que, so pretexto de anticomunismo, les dió ayer y vuelve a darles hoy una peligrosa bandera a los comunistas? En fin, si no se cierra el abismo abierto hace veintisiete años, ¿cómo será posible impedir que se abra uno nuevo y sucesorio? Este es el problema -el drama tremendo- planteado ante la conciencia española y universal de nuestro tiempo.

"Si la experiencia española nos ha ayudado a comprender la experiencia que vive hoy Cuba, ésta, a su vez, puede ayudarnos a comprender lo que puede suceder mañana de nuevo en España. El hilo conductor entre España y Cuba -y en general entre España e Hispanoamérica- es mucho más sólido de lo que parece".

"Es evidente que las jóvenes generaciones españolas e hispanoamericanas se sienten fuertemente atraídas por el fenómeno castrista-comunista. Ven en él, ante todo, el desafío al gigante norteamericano, desafío semejante al de Budapest al gigante ruso en 1956. Lo de menos para ellas es el contenido, la realidad; lo que cuenta es el desafío místico y legendario de David a Goliat. En general todos los cerebros de nuestro tiempo se ven influenciados por esta verdad: que los Estados Unidos y la URSS son demasiado poderosos y demasiado avasalladores y que, a su lado, todas o casi todas las demás naciones se sienten pobres y débiles. No obstante representar y obedecer a la potencia más agresiva y menos escrupulosa, ¿no es un hecho que los comunistas tratan de hacerse los campeones de esas naciones pobres y débiles? ¿Y otro que la España de hoy cuenta entre las más pobres y desdichadas con inmensas heridas y humillaciones sin curar? ¿Qué saben, por otra parte, esas jóvenes generaciones de las malas artes de que se sirven los comunistas para imponer su dominio? Muy poco o nada. Esta ignorancia me ha llamado grandemente la atención durante mis repetidas jirar iberoamericanas; me lo llaman mucho más aún, mis contactos con los jóvenes españoles que se asoman a Europa. Han vivido éstos la opresión y los horrores franco-falangistas; la opresión y los horrores comunistas -en España durante la guerra civil y en los países sometidos a su dominio- los desconocen casi totalmente o son a lo sumo un tema propagandístico del falangismo".

(Del libro "ESPAÑA, PRIMER ENSAYO DE DEMOCRACIA POPULAR" de Julián GORKIN)

# POLITIQUE

## APRÈS L'EXÉCUTION DE JULIAN GRIMAU

**M. MICHEL SOULIÉ : l'O.N.U. doit être saisie.**

Dans le bulletin hebdomadaire du parti radical, M. Michel Soulié, ancien ministre, écrit notamment :

« La seule réponse à l'exécution de Grimau est la condamnation solennelle par l'O.N.U. d'un crime qui viole la charte des droits de l'homme. Aucun pays ne peut plus aujourd'hui être complice du franquisme, ni même simplement complaisant ou indifférent à son égard. Toutes les considérations stratégiques ou politiques s'effacent devant cette exigence morale. Quel démocrate peut accepter, fût-ce en apparence pour défendre la liberté, de pactiser avec un régime qui la foule aux pieds ? La mort de Grimau a déchiré un voile qu'aucune habileté ne pourra jamais plus rétablir ».

### LA S.F.I.O. PARTICIPERA A LA CONFÉRENCE EXTRAORDINAIRE D'EUROPE OCCIDENTALE POUR L'ESPAGNE.

Plusieurs organisations et de nombreuses personnalités participeront à la conférence extraordinaire d'Europe occidentale pour l'Espagne, dont la réunion a été décidée après l'exécution de Julian Grimau et qui se tiendra à Paris les 4 et 5 mai. Les organisations représentées seront notamment : le Syndicat national des instituteurs, la Fédération ouvrière et paysanne des anciens combattants (F.O.P.A.C.), la Ligue de l'enseignement, l'Union nationale des étudiants de France, les Jeunes du M.R.P., Pax Christi, les groupes d'« Esprit », le rabbinat de France, le Club des jacobins, l'U.D.S.R., etc., etc.

La S.F.I.O. a annoncé en ces termes son adhésion à la conférence : « Il faut que le régime de Franco soit mis au ban de l'humanité et que la liberté et la démocratie renaissent en Espagne. C'est dans cet esprit et en refusant tout sectarisme politique que le parti socialiste S.F.I.O. autorise ses militants à participer à la « conférence » extraordinaire d'Europe occidentale pour l'Espagne » et y délègue pour y assister Georges Bruteille, secrétaire général adjoint du parti. »

**M. FRANÇOIS MAURIAC : le peuple espagnol a été trahi par nous tous.**

« Je me refuse obstinément à dicter le paragraphe de supplément que le journal me demande après l'exécution de Julian Grimau. Ce ne serait pas la peine d'avoir tant vécu pour en être encore à écrire à contrecœur, fût-ce une seule ligne. Non que cette exécution ne me fasse horreur. Je pense aujourd'hui du général Franco ce que j'en pensais à l'époque de Guernica. Mais, sans qu'il soit besoin d'évoquer les procès de Moscou, je vous rappelle que c'est vous, communistes, qui avez livré à Franco le peuple espagnol, et que c'est vous, valeureux hommes de gauche français, alors que le Front populaire était le maître du pouvoir, qui avez laissé s'accomplir le crime. Jamais mieux qu'à ce moment-là vous ne fûtes fidèles à votre vocation d'exécutants des volontés de la droite.

» Certes, ce furent les soldats de Mussolini, ce furent les Messerschmitt d'Adolf Hitler, qui permirent aux généraux espagnols d'étrangler la République. N'empêche qu'ils n'y ont réussi qu'avec la complicité de Staline et qu'avec celle des S.F.I.O. et des radicaux-socialistes français (...).

» Oui, le peuple d'Espagne a été trahi et abandonné, et livré par nous tous, communistes, socialistes, catholiques. S'il n'y avait eu Maritain, Bernanos, moi-même et quelques autres... C'est le moment de ma vie dont j'ai le moins de honte.

» Après l'exécution de Julian Grimau, au lieu de crier, vous feriez mieux de répondre avec précision à ses juges et de leur rappeler pourquoi ils ne sont pas des justiciers. Julian Grimau avait été inspecteur de la brigade des recherches criminelles à Madrid ; l'accusation a donc cru pouvoir le charger de tous les crimes. Comme si les mesures prises par ce fonctionnaire du gouvernement légitime n'avaient pas répondu à une mutinerie de généraux appuyée par l'Italie fasciste et par l'Allemagne nazie ! Si jamais gouvernement fut en état de légitime défense, ce fut bien la République espagnole ! »

(Le Figaro littéraire.)

APRÈS LES CONVERSATIONS FRANCO-

## SATISFACTION A ALGER

De notre correspondant particulier ANDRÉ PAUTARD

Alger, 3 mai. — Les Algériens ne cachent pas leur satisfaction après la publication du communiqué commun franco-algérien. La visite de M. de Broglie avait été souhaitée par le président Ben Bella, et l'on se plaît à souligner à Alger que l'initiative a parfaitement réussi. Les Algériens ont, en effet, compris qu'il convenait de ménager des modifications correspondant aux nouveaux rapports franco-algériens, plutôt que d'ouvrir une négociation formelle, portant sur tous les points contestés des accords d'Evian. Alger veut considérer qu'il ne s'agit là que d'une étape, nécessairement suivie de plusieurs autres, et que l'on parviendra progressivement à un ajustement de « l'hypothèse de travail » d'Evian aux réalités actuelles du pays.

Le processus, discret mais efficace, doit conduire, estime-t-on à Alger, les deux pays à nouer des relations « d'Etat à Etat », et contribuer à « désincarner » la coopération, de telle sorte que les intérêts des Fran-

çais d'Algérie ne viennent plus s'interposer.

Le désir du gouvernement français « d'adapter son aide financière aux structures nouvelles que la République algérienne entend se donner » a suscité également dans les milieux algériens une certaine satisfaction. On estime, en effet, qu'il convenait que le principe de coopération fût à nouveau posé mais compte tenu des options socialistes prises par l'Algérie.

L'affirmation renouvelée par Paris de sa volonté de coopération, à quelques heures du voyage du président Gamal Abdel Nasser, renforce d'autre part la position algérienne vis-à-vis de ses partenaires arabes. L'Algérie peut désormais mener la politique étrangère de son choix sans crainte de voir remises en question ses bonnes relations avec la France.

### M. DE BROGLIE : la coopération va atteindre une nouvelle vitesse de croisière.

M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat chargé des affaires algériennes, a déclaré à son retour d'Alger :

« Les conversations qui viennent de se dérouler à Alger ont été empreintes d'une certaine gravité, mais également d'une très grande bonne volonté de part et d'autre... Il n'a été en aucune manière question d'une révision des accords d'Evian, qui demeurent la base et le fondement de nos rapports avec l'Algérie.

« ... Le gouvernement français ne s'oppose pas à l'expérience du socialisme agraire menée en Algérie, mais il se préoccupe de veiller à ce que les intérêts légitimes des Français soient sauvegardés dans l'esprit des accords d'Evian, qui restent, je le répète, le fondement de nos relations avec l'Algérie. Ainsi, ma visite a eu notamment pour objet d'examiner sur place un contentieux franco-algérien qui risquait, s'il n'était pas apuré, de s'alourdir.

« ... Je pense que les résultats obtenus peuvent être considérés de part et d'autre comme satisfaisants. Mon opinion est que la coopération va prendre un nouveau départ et atteindre une nouvelle vitesse de croisière.

### PLUSIEURS CADRES DU F.L.N. DÉMISSIONNENT

Alger, 3 mai (A.F.P., U.P.I.). « Les vœux et suggestions émis par la dernière conférence des cadres du parti n'ayant pas été retenus », plusieurs cadres du F.L.N. ont adressé à M. Rabah Bitat, responsable du parti et des organisations nationales, leur démission de toutes leurs responsabilités, annonce ce matin le journal *Le Peuple*, proche du F.L.N.

Plusieurs membres de la Fédération de Constantine figurent notamment parmi les démissionnaires et le journal annonce que deux nouveaux responsables ont été nommés à leur place dans cette région. *Le Peuple* indique encore que selon certaines informations, des démissions analogues auraient été enregistrées à Bône et à Sétif.

On se souvient que M. Mohamed Khider, secrétaire général démissionnaire du bureau politique, avait, dans une conférence de presse du 9 avril, indiqué que la conférence des cadres du parti tenue à Alger avait, selon lui, adopté à l'unanimité des conclusions et propositions suggérées sensiblement par les thèses du président Ben Bella. M. Ahmed Ben

# ROMPRE AVEC L'ESPAGNE ?

Par MAURICE DUVERGER

Le gouvernement français ne se fût guère honoré s'il avait accordé de nouveaux avantages financiers à Franco le jour même où celui-ci faisait exécuter Julian Grimau. Sans doute le général de Gaulle et ses ministres, y compris l'auteur de *l'Espoir*, attendront-ils seulement quelques semaines — le temps que le sang de la victime ait séché — pour reprendre les pourparlers avec le dictateur de Madrid.

Il faut reconnaître que le problème n'est pas simple. Mettre l'Espagne en quarantaine diplomatique, comme en 1946, sous des prétextes de moralité politique, ne conduirait à rien. Le Caudillo en sortirait plutôt renforcé qu'affaibli, comme ce fut le cas il y a dix-sept ans. A la fin de la guerre, quand le cadavre de Mussolini se balançait, tête en bas, à l'étal d'un boucher de Milan, que Hitler était réduit à un suicide wagnérien dans son bunker, que le tribunal de Nuremberg s'appretait à juger leurs complices, les alliés ont cherché par la pression extérieure à libérer l'Europe occidentale de son troisième dictateur. Ils n'y ont pas réussi hier ; comment y parviendraient-ils aujourd'hui ?

Pour l'Espagne, comme pour les pays de l'Est — si différents que soient les hommes, les traditions, les régimes, — le problème de la démocratie ne se pose pas désormais en termes de libération, mais de « libéralisation ». La fin de la dictature n'y peut résulter que d'une évolution intérieure. Dans l'un et l'autre cas d'ailleurs, cette évolution est relativement avancée. Depuis plusieurs années les Espagnols pensent, parlent, agissent, vivent plus librement. Les livres (particulièrement les traductions étrangères), les revues, le cinéma, le théâtre ; les mouvements d'étudiants et de jeunesse ; les grèves

ouvrières ; la transformation d'une certaine partie du clergé : dans ces domaines variés — et dans bien d'autres — une ouverture se dessine. Ce mouvement libéral est d'autant plus frappant qu'il tranche avec l'évolution du Portugal voisin, où la dictature se renforce au contraire, se renferme sur elle-même et s'aigrit, au fur et à mesure qu'elle vieillit.

L'exécution de Julian Grimau à Madrid — comme le réveil des tendances stalinienne au Kremlin, mais d'une façon plus sanglante — est en contradiction avec l'évolution générale qui se développe ainsi depuis plusieurs années. Ces coups de frein, ces retours en arrière, traduisent probablement l'effort des vieilles gardes dictatoriales pour conserver le contrôle des événements, en même temps que leur désarroi devant la force de la poussée libérale. Ils ne semblent pas capables d'endiguer définitivement celle-ci. La libéralisation paraît s'appuyer sur l'évolution profonde des structures sociales. Les transformations économiques, en élevant le niveau de vie et de culture, rendent les citoyens plus conscients et moins soumis. Le développement des communications internationales empêche l'isolement intellectuel, permet les comparaisons et accroît l'esprit critique. Les nouvelles générations regardent le monde avec un sain réalisme et refusent de se plier sans comprendre aux injonctions traditionnelles.

Il paraît certain, en tout cas, que le seul moyen de lutter désormais contre la dictature en Espagne — et contre les dictatures soviétiques — c'est d'y favoriser l'évolution libéralisatrice. Faire tout ce qui aide cette

évolution ; éviter tout ce qui s'y oppose ; ce principe de base semble devoir dicter l'attitude des nations démocratiques. Cela conduit évidemment à condamner l'isolement des pays en question, leur blocus, leur mise en quarantaine, qui les renfermeraient un peu plus sur eux-mêmes, alors que les portes ouvertes vers le monde extérieur sont un facteur essentiel de libéralisation. Quelle que soit l'horreur qu'inspire l'exécution du 20 avril, elle ne peut conduire à rompre avec Madrid — pas plus que l'horreur des procès stalinien ne pouvait conduire à rompre avec Moscou. Qui croit que l'absence de relations avec la Chine favorise le renforcement de la dictature ne peut réclamer la mise à l'index de l'Espagne.

(Lire la suite en T<sup>e</sup> page, 1<sup>er</sup> col.)

JOHN T

**BANK**

Six mois de défat

Pearl-Harbor - Ba  
Corregidor - La M  
Reddition des

Un vol. de 416 pages,  
et photo

**CALMAN**

COLLECTION "L'HEURE H"

les chances pour que M. Erhard soit élu jusqu'aux prochaines élections de 1965. Alors il pourrait être décidé, après ces élections, la voie que l'Allemagne empruntera ».

A 16 h. 30, M. Brandt était de retour à Paris. Il a dîné chez l'ambassadeur de la République fédérale et Mme Blankenhorn, dont il est l'hôte pendant son séjour à Paris.

## DE SAINT-DIZIER

chainent la France à l'Allemagne occidentale ; mais le bloc ambitieux conçu par le général de Gaulle n'aurait plus qu'un seul maître : l'impérialisme allemand, qui tiendrait à sa merci le destin de notre pays et le sort de la paix. »

(YVES MOREAU.)

**LA NATION :** l'arrivée de M. Erhard ne fera pas changer la politique française.

« La rencontre de M. Willy Brandt, bourgmestre de Berlin-Ouest, et du général de Gaulle, est assez significative. Rien ne prouve en effet qu'en 1965 ce ne soit pas à une Allemagne social-démocrate dirigée par M. Willy Brandt que l'Europe des Six aura affaire. Mais une chose est certaine, c'est que l'arrivée au pouvoir de M. Erhard n'amènera pas la France à réviser ses positions [...] »

« La France ne renoncera plus à l'économie planifiée qu'elle a adoptée. La planification est souhaitée par l'ensemble du pays et singulièrement par le monde du travail, où l'on estime même qu'elle devrait être la règle pour toute l'Europe et que les travailleurs devraient être associés à son élaboration. Le libéralisme « date » et M. Erhard a beau être convaincu qu'il lui doit le « miracle » allemand, il n'est pas du tout sûr que sa doctrine, les circonstances ayant changé, continue à l'emporter. M. Willy Brandt en tout cas a évidemment des conceptions toutes différentes. »

## A LA VISITE DE COLOMBEY ET DE SES ENVIRONS

Colombey - les - Deux - Eglises, 25 avril. — Cette quatrième journée du voyage du général de Gaulle est entièrement consacrée à Colombey-les-Deux-Eglises et aux villages et hameaux qui l'entourent. Elle revêt un caractère « privé ».

A trois minutes de Colombey, c'est le premier arrêt, à Pratz, commune de vingt habitants. Ils sont là, groupés devant la vieille église autour du maire, qui salue le général avec émotion. Le chef de l'Etat lui répond en souriant : « Nous sommes tellement voisins que je pense bien souvent à vous avec sympathie et amitié... »

Peu après, petit incident : le cortège se trompe de chemin. La longue file de voitures s'immobilise brusquement. La route est trop étroite pour faire demi-tour. On fait marche arrière, on revient à Colombey pour reprendre ensuite la bonne route.

A Biernes, soixante habitants, le maire prononce un discours auquel le chef de l'Etat répond « en voisin ». Il s'entretient avec les uns et les autres, pendant que Mme de Gaulle parle avec les femmes et les enfants.

A Buchey le maire, un vieux paysan aux mains noueuses, prononce quelques paroles. Les vingt-quatre habitants du village se pressent autour du chef de l'Etat.

« Quoi de nouveau à Buchey ? », interroge en souriant le président de la République. « Oh ! mon général, répond le maire, c'est toujours la même chose... »

Toute la matinée, ces dialogues bon-enfant se poursuivront à Rizaucourt, Argentolles, La-Ville-Neuve-aux-Fresnes, Bayel où le général visite la verrerie avant de rentrer à La Boissierie pour déjeuner.

Dans l'après-midi, ce sera la visite de la mairie et de l'école de Colombey, puis le vin d'honneur offert par le général et Mme de Gaulle à tous les habitants du village.

ranti communal de 600 millions d'anciens francs à une société de construction qui n'avait pas encore obtenu le permis de construire. Sa démission avait entraîné celle de deux autres conseillers de même tendance. Trois sièges se trouvant déjà vacants, ce sont des élections complémentaires pour le remplacement de six conseillers qui s'étaient déroulées les 9 et 16 décembre dernier. Au second tour, la liste communiste-P.S.U. avait obtenu les six sièges avec 3 686 voix, contre 2 839 à la liste d'Union pour la défense des Sarcellois, de tendance U.N.R. centre droit.

Le conseil municipal actuel est composé de quatre communistes, deux P.S.U., cinq S.F.I.O. et quinze mod.-ind-U.N.R.-U.D.T.

## LE PROCHAIN CONGRÈS DE LA L.I.C.A.

La L.I.C.A. (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) tiendra son XXIV<sup>e</sup> congrès national au Palais de l'Unesco, les 27 et 28 avril, sur le thème : « Rassemblement de tous les résistants pour la lutte contre l'internationalisme néo-nazie ».

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Directeur : **N. BEUVE-MÉRY**  
H. MÉMIN, imp.

Impr. spéciale du « Monde », 5, r. des Italiens, Paris

**BVP**  
Afin d'éliminer de nos rubriques de publicités les annonces douteuses qui auraient pu s'y glisser malgré le soin que nous apportons à ce sujet, nous prions nos lecteurs qui auraient des réclamations à formuler d'écrire au Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.), 27 bis, avenue de Villiers, Paris (17<sup>e</sup>), auquel nous adhérons comme membre actif.

A h

APRÈS L'EXÉCUTION DE JULIAN GRIMAU

## ROMPRE AVEC L'ESPAGNE ?

(Suite de la première page.)

Mais, entre la rupture et la compli-  
cité, il y a une situation intermédiaire.  
Refuser de rompre n'implique pas  
qu'on approuve. Il est regrettable, à  
cet égard, que les démocraties occi-  
dentales ne fassent pas les distinc-  
tions nécessaires et qu'elles mani-  
festent envers les fascismes une  
scandaleuse indulgence. Maintenir et  
même développer des relations avec  
l'Espagne, culturelles et économiques,  
est une chose ; essayer — comme  
certains y songent — de faire entrer  
le gouvernement du général Franco  
dans l'O.T.A.N., ou le Conseil de  
l'Europe en est une autre. Le pacte  
atlantique a été conclu entre des  
Etats « déterminés à sauvegarder la  
liberté de leurs peuples, leur héritage  
commun et leur civilisation fondés sur  
les principes de la démocratie, les  
libertés individuelles et le règne du  
droit » (préambule). Le Conseil de  
l'Europe est basé sur « les principes  
de liberté individuelle, de liberté po-  
litique et de prééminence du droit, sur  
lesquels se fonde toute démocratie  
véritable » (id.). On pourrait multi-  
plier les citations semblables. Il est  
clair que le régime franquiste est di-  
rectement opposé, par sa philosophie  
et son action, aux principes fonda-  
mentaux de la démocratie qui servent  
de base et de justification aux al-  
liances entre nations d'Occident.  
Négliger cette contradiction serait  
grave pour l'avenir de la démocratie  
en Espagne, et ailleurs.

On peut garder le contact avec une  
dictature, on peut même lui accorder  
sous certaines conditions l'aide indis-  
pensable à son développement éco-  
nomique, moteur fondamental de la  
libéralisation. Mais il est inadmis-  
sible de nier son caractère de dicta-  
ture et de lui décerner un brevet of-  
ficiel de démocratie. Alors on sème

le doute sur le principe démocra-  
tique, et parmi ses habitants et parmi  
les citoyens des pays libres. Du  
même coup, on freine les progrès de  
la libéralisation chez les premiers, et  
on favorise chez les seconds l'atti-  
tude pour les méthodes autoritaires.

Il faut bien constater, hélas ! que  
cette distinction fondamentale n'est  
pas toujours appliquée par les Occi-  
dentaux. La présence du Portugal  
dans l'O.T.A.N. le montre clairement.  
En Amérique latine, d'autre part, les  
Etats-Unis, malgré la bonne volonté  
du gouvernement Kennedy, aboutis-  
sent souvent à confondre, dans leur  
croisade anticastriste, quelques rares  
nations démocratiques, d'autres qui  
s'efforcent de le devenir et d'authen-  
tiques dictatures.

Quand le président, en mars der-  
nier, à la conférence de San-José,  
parlait d'une défense de la démoc-  
ratie contre Cuba, en collaboration

avec le Nicaragua notamment, com-  
ment le prendre au sérieux ? Pour  
tous ceux qui luttent pour la liberté,  
au sein des pays autoritaires, dans  
des conditions difficiles, ces propos  
ont une saveur amère.

À l'intérieur même des nations libé-  
rales de telles attitudes sont dange-  
reuses, car elles tourment en dérision  
les fondements mêmes du système.  
Qu'on y prenne garde : s'il devenait  
clair un jour que les Occidentaux  
reprochent seulement au communisme  
non ses méthodes dictatoriales, mais  
le fait qu'elles sont dirigées contre  
le capitalisme, et qu'ils approuvent  
au fond d'eux-mêmes ces mêmes mé-  
thodes, quand elles servent à proté-  
ger les profits privés, alors la cause  
de l'Occident serait fort compromise,  
car les meilleurs de ses hommes  
n'auraient plus de raison de la sou-  
tenir.

MAURICE DUVERGER.

● *Les unions des syndicats C.F.  
T.C. et F.O. de la région parisienne*  
et les organisations syndicales es-  
pagnoles en exil (C.N.T., U.G.T.,  
S.T.B.) « regrettent le silence du  
gouvernement français et s'élè-  
vent contre l'appui qu'il apporte à  
un régime de terreur qui, une fois  
de plus, vient de se mettre au ban  
des nations civilisées ».

● *Le Secours populaire français*  
(9, rue Froissart, Paris, 3<sup>e</sup>) a édité  
une carte-souvenir qui sera ven-  
due au profit des enfants de Ju-  
lian Grimau.

● *Az Havre*, les autorités leur  
ayant interdit de se rendre devant  
le consulat d'Espagne, plusieurs  
centaines de manifestants ont dé-  
posé une gerbe de fleurs au pied  
du monument élevé à la mémoire  
des victimes du nazisme.

● *A Toulouse*, trois mille per-  
sonnes, réunies au Palais des  
Sports, ont adopté une motion ré-  
clamant notamment la rupture des  
relations diplomatiques entre les  
Nations unies et l'Espagne. Elles  
se sont ensuite formées en cortège,  
déposèrent des fleurs au monu-  
ment aux morts des alliés Fran-  
çois-Verdier, et continuèrent en-  
suite à manifester dans les rues  
malgré les consignes des dirigeants  
syndicalistes. Des heurts — cer-  
tains assez violents — se produi-  
sirent alors avec les forces de  
police, qui chargèrent à plusieurs  
reprises. Plusieurs manifestants  
ont été blessés.

● *A Marseille*, une centaine de  
jeunes gens ont défilé sur la Ca-  
nebière aux cris de « Franco, as-  
sassin ! »

# LES DE L'ÉTRANGER

## Bretagne

### d'enquête sur l'affaire Vassall Thomas Galbraith, ancien lord l'Amirauté

les relations entre son personnel et les employés recrutés sur place.

M. Macmillan fait jeudi après-midi une déclaration sur ce rapport devant la Chambre des communes. Ce document, tiré à cinq mille exemplaires, sera également placé dans la bibliothèque de la prison de Ford, dans le Sussex, où deux journalistes britanniques, Reginald Foster et Brendan Mulholland, purgent leurs peines de trois et six mois de prison pour avoir refusé de révéler à la commission d'enquête leurs sources d'information sur l'affaire Vassall.

## Canada

### M. Lester Pearson se rendra à Londres et à Washington

Ottawa, 25 avril (A.F.P.). — On annonce officiellement que M. Lester Pearson rencontrera M. Macmillan à Londres les 2 et 3 mai. Il partira par avion le 1<sup>er</sup> mai de Toronto, où il doit prononcer la veille au soir un discours devant le National Press Club.

Le premier ministre envisage de se rendre ensuite sur le continent européen pour visiter les troupes canadiennes qui y sont stationnées.

D'autre part, à Washington, le président Kennedy a déclaré mercredi, au cours de sa conférence de presse, qu'il recevra M. Pearson à Hyannis-Port, les 10 et 11 mai.

GRANDE-BRETAGNE. — Le comité exécutif du parti travailliste a publié mercredi soir une déclaration dans laquelle il demande au gouvernement de différer les décisions relatives à la suppression de lignes ferroviaires et à la fermeture de gares, prévues dans le projet élaboré par le Dr Richard Beeching, directeur des chemins de fer britanniques. Le comité exécutif du Syndicat national des cheminots avait décidé mardi de déclencher les 14, 15 et 16 mai une grève de trois jours afin de protester contre ce plan, qui priverait de travail vingt-six mille cheminots. — (Reuter.)

— La Fédération des industries britanniques reçoit ce jeudi une délégation de la Confédération nationale du patronat français, conduite par M. Georges Villiers. Les conversations, qui porteront sur la situation économique dans les deux pays et les perspectives de développement des échanges commerciaux, ne commenceront que vendredi. — (U.P.I.)

CUBA. — Le gouvernement cubain a décrété mercredi trois journées de deuil officiel en raison de la mort du président Isaac Ben Zvi.

# NEW YORK!

# BOSTON!

# WASHINGTON!

COMMISSION d'ORIENTATION

PROJET DE RESOLUTION GENERALE No. 1.

La Conférence Extraordinaire d'Europe Occidentale pour l'Espagne, a réuni à Paris, les 4 et 5 mai 1963, de nombreuses organisations et personnalités venant de divers pays d'Europe Occidentale, et représentant de larges secteurs de l'opinion, à la suite de l'émotion profonde et universelle provoquée par le procès devant un Tribunal d'exception, la condamnation à mort et l'exécution de Julian GRIMAU GARCIA,

S'élève contre cette atteinte aux principes élémentaires de la civilisation moderne qui visent à assurer le respect et la protection de la personne humaine,

Constata que ce crime s'inscrit dans une longue suite d'actes odieux commis par le gouvernement franquiste contre les Espagnols suspectés de se livrer à des activités tendant à la libération de l'Espagne et à la restauration de la légalité mais dénoncées comme subversives par le régime,

La Conférence estime devoir rappeler que le régime de Franco fut instauré grâce à l'intervention militaire de Hitler et de Mussolini dont il fut le soutien pendant la dernière guerre mondiale,

Dénonce ce régime comme la survivance la plus typique du fascisme en Europe et comme le refuge de nombreux criminels de guerre,

Elle adresse à l'Organisation des Nations Unies un pressant appel pour qu'elle prenne conscience de cette situation et particulièrement de l'incompatibilité qui existe entre le régime franquiste et les principes définis dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans la Charte des Nations Unies,

En conséquence, elle invite l'O.N.U. à porter à l'ordre du jour de sa prochaine Assemblée Générale l'examen du problème espagnol et l'étude des mesures à prendre pour assurer à l'Espagne un régime basé sur les principes élémentaires du droit.

Invite tous les Etats membres à soutenir cette initiative.

Adresse un vibrant appel à l'opinion universelle pour soutenir et diffuser le présent appel.

COMMISSION D'ORIENTATION

PROJET DE RESOLUTION GENERALE N°2

La Conférence Extraordinaire d'Europe Occidentale réunie à Paris les 4 & 5 Mai 1963,

Constatant que le système franquiste ne respecte en aucune façon les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de la Charte des Nations Unies, qu'il s'appuie sur une idéologie et une organisation fascistes de l'Etat et qu'il reste fidèle à l'esprit et aux méthodes de ses origines, une rébellion militaire l'ayant emporté grâce à l'intervention des forces du fascisme international,

Adresse un pressant appel à l'Organisation des Nations Unies et aux Etats membres de cette organisation pour que, dans une claire conscience de la situation politique et juridique du régime franquiste, ils adoptent, en raison de la participation de l'Espagne franquiste à divers organismes et commissions techniques dépendant de l'O.N.U., la réserve nécessaire,

Considère que l'adhésion de l'Espagne franquiste aux différents organismes internationaux créés ou en création en Europe occidentale serait une insulte à l'opinion publique et dans les circonstances actuelles contraire aux principes démocratiques dont se réclament ces organismes,

Considère également que toute aide militaire, économique et financière à l'Espagne franquiste, sur la base d'accords bilatéraux, est tout aussi inacceptable, notamment parce qu'elle aurait pour effet de prolonger l'existence du régime franquiste,

Invite en conséquence le Gouvernement et les opinions publiques des Nations de l'Europe occidentale à agir en tenant compte de ces considérations, qui subsisteront tant qu'existera le régime franquiste.

D'autre part, la Conférence, largement informée du sort misérable de très nombreuses familles de prisonniers politiques- dont certains sont incarcérés depuis plus de vingt ans- fait appel à la solidarité de tous pour qu'une aide morale et matérielle leur soit apportée d'urgence.

Enfin, elle demande instamment aux organisations religieuses, philosophiques, syndicales et politiques, d'assister par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, ceux qui en Espagne et hors d'Espagne poursuivent courageusement le combat afin de doter la Nation espagnole d'un régime basé sur les principes démocratiques.

4 et 5 mai 1963  
Salle Adyar à Paris.

COMMISSION JURIDIQUE

- R E S O L U T I O N -

Un Etat qui viole ouvertement les droits de l'Homme, les libertés fondamentales et les principes généraux du droit ne peut être considéré comme un Etat civilisé.

La Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme énoncent les règles essentielles qui président au respect des droits de l'Homme. Au premier rang de ces règles figurent :

- la liberté de conscience, de réunion et d'association;
- le respect de la sûreté et de l'intégrité de la personne;
- le droit pour tout accusé de bénéficier des garanties nécessaires à sa défense, et d'être jugé, après un débat public et contradictoire, par un tribunal indépendant et impartial.

n

o o

La condamnation et l'exécution de Julian GRIMAU montrent à l'évidence, après des dizaines d'autres procès, que ces garanties élémentaires ne sont pas respectées par le régime franquiste.

Loin d'assurer les libertés politiques, la législation franquiste a institué le délit d'opinion, dont la répression est assurée par de nombreuses dispositions pénales. La distribution de tracts, la participation à une réunion ou à une grève, une inscription sur un mur, une simple parole, peuvent être considérées comme des "actes de rébellion militaire", qui entraînent les peines les plus graves.

De nombreuses personnes ont été arrêtées arbitrairement, et maintenues en détention sans faire même l'objet d'une instruction judiciaire. Des témoignages précis et concordants, émanant soit d'inculpés, soit de médecins, permettent d'affirmer que la torture est de pratique courante dans les locaux de la police.

Quant aux procédures d'instruction et de jugement, elles n'offrent aucune garantie. Les inculpés sont poursuivis, pour la plupart, devant des juridictions militaires spéciales, selon une procédure sommaire. Ils ne peuvent bénéficier de l'assistance d'un avocat, ils sont défendus par un officier en service commandé. Ils n'ont pas la possibilité de faire valoir leurs moyens de défense et, notamment, de citer des témoins à décharge. Ils ne sont pas confrontés avec les personnes qui les auraient dénoncés ou dont l'accusation invoque le témoignage. Ils n'ont pas, le plus souvent, la possibilité de s'expliquer réellement à l'audience sur les faits qui leur sont reprochés. La sentence est rendue au terme d'une procédure expéditive, par des juges militaires qui ne jouissent d'aucune indépendance et doivent exécuter les ordres du gouvernement. Le condamné ne dispose d'aucun recours.

Ce système a permis, notamment, au régime franquiste d'obtenir des seuls Conseils de Guerre, en cinq ans, de 1958 à 1963, près d'un millier de condamnations, dont cinq sentences de mort et plusieurs dizaines de peines supérieures à quinze ans de prison.

Ce système a été appliqué en dernier lieu à Julian GRIMAU : c'est après avoir été cruellement torturé au cours de l'enquête de police, et à la suite d'une parodie de justice, pour des faits que GRIMAU a déniés formellement et dont l'accusation n'a pas apporté le moindre commencement de preuve, sans avoir pu à aucun moment, tant à l'instruction qu'à l'audience, citer de témoins en sa faveur ni être confronté avec les auteurs des prétendus témoignages retenus par l'accusation, que Julian GRIMAU a été condamné à mort après trois heures de débats.

o

o o

#### La Conférence Extraordinaire d'Europe Occidentale pour l'Espagne

- considère qu'un régime qui s'est rendu coupable d'atteintes si nombreuses et si graves aux Droits de l'Homme et aux libertés fondamentales constitue un état de police et de tyrannie et qu'il s'exclut de la communauté des nations qui entendent respecter la justice et le droit;

- se félicite de ce que des personnalités de toutes opinions, des associations de toutes tendances aient d'ores et déjà condamné solennellement ce régime;

- constate que les autorités franquistes elles-mêmes viennent d'être obligées, devant la réprobation générale dont elles sont l'objet, d'annoncer des réformes dans le domaine pénal et judiciaire, mais souligne, à ce sujet, que des mesures fragmentaires, tendant à attribuer compétence à des juridictions civiles spéciales dont les juges doivent prêter serment d'obéissance inconditionnelle au Caudillo, ne sauraient suffire à faire du régime actuel un régime de droit.

#### La Conférence

- formule le vœu que la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies examine les questions posées par la répression politique dans l'Etat franquiste, et notamment l'affaire GRIMAU;

- elle recommande la poursuite de l'action en faveur de la libération des détenus politiques et l'amnistie;

- elle appelle tous les hommes de bonne volonté à agir ensemble afin que, sous la pression de l'opinion publique universelle, la répression franquiste arrive à son terme et que les droits de l'Homme puissent être enfin restaurés dans une Espagne démocratique.



LISTE DES PARTICIPANTS ETRANGERS A LA CONFERENCE EXTRAORDINAIRE  
DE L'EUROPE OCCIDENTALE POUR L'ESPAGNE

-----  
PARIS 4 & 5 MAI 1963

AUTRICHE

DURMAYER Heinrich       avocat  
Dr. UNGER - DREILLING    écrivain

BELGIQUE

WOLF Jules       Ancien représentant de la Belgique à la Commission des  
Droits de l'Homme de L'O.N.U.

VAN PRAAG Roger   Fonctionnaire  
BUCH Edith        Avocat  
DUDICQ Antoine   Fonctionnaire  
JACOB Hubert      Ingénieur  
VERTRUYEN Yvonne  Fonctionnaire

DANEMARK

BODIL LETH Emanuel  Professeur  
ABELL Grete        sans profession  
KLEM Lone          Professeur

FINLANDE

VALA Erki        Ecrivain  
PÄÄKKÖNER Hemmi  Licencié en droit

GRANDE BRETAGNE

DAVIES Ernest      Journaliste  
PENTON Anne-Marie  Secrétaire  
TURNER Eileen  
DAVIES Gloria  
MAYNE Stanley      Syndicaliste  
MENDELSON John    Membre du Parlement

ITALIE

ENRIQUES AGNOLETTI Enzo	Maire Adjoint de Florence
LANA Mario	Avocat
ZURLINI Valerio	Metteur en scène
GIANLOMBARDO Salvatore	Président du Tribunal de Rome
SCOTTI Francesco	Sénateur
BITOSSI Renato	Sénateur
BASSO Lelio	Député
ROSSANA Rosanda	Député
PAJETTA Gian Carlo	Député
CARASOL Dieste	Avocat
BARBERIS Giancarlo	Journaliste - Agence ITALIA
PAGLIETTI Adriano	Avocat
LOMBARDI Nicola	Avocat
COLACINO Vizenzo	Avocat
NICOSIA Luigi	Secrétaire adjoint de la C.G.I.L.
VOLTA Paolo	Journaliste du TEMPO DE MILANO
PUPILLO Giuseppe	Jeunesse Socialiste
NAZAR Alfredo	Avocat
SANMARTINO Vicence	Avocat
NICOLAI Gabriella	Avocat
TARSITANO Fausta	Avocat
MAZZUCA Tito	Avocat

NORVEGE

MICHELSSEN Neif E.A.	Avocat
EDSVOLD Knut	Directeur

PAYS-BAS

VAN REEMST DEVRIES Gertrud	Professeur
VAN SANTEN Fred	Economiste
BEERLING R.F.	Professeur d'Université
DE VRIES Theun	Ecrivain
DE JONG Fritz	Professeur d'Université
MULISCH Harry	Ecrivain
KUSSIES Jan	Secrétaire du Conseil des Beaux Arts.

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

KELLER Paul

S U E D E

KARL Staf            Journaliste

SUISSE

SCHWANDER Marcel	Rédacteur
ROTH Hélène	Secrétaire
ROTH Herbart	Agent de Publicité
PEDROL Sandrc	Médecin
NUSSBAUM Jean Marie	Journaliste
SANDOZ André	Maire de LA CHAUX DE FONDS
GIROUD Yves	Dessinateur
HOROWITZ Adelheid	
CIPRUT Dario	Etudiant
LINGGI Ernest	Antiquaire
SCHMID Antoine	Etudiant
SCACCHI Diego	Avocat

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

N'DIONGUE Babacar            Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique

BERTOLINI Renato            Fédération Internationale de la Résistance

AMICALE DES ANCIENS VOLONTAIRES EN ESPAGNE REPUBLICAINE.

# La Conférence d'Europe occidentale pour l'Espagne invite l'O.N.U. à se saisir du problème franquiste

La Conférence extraordinaire d'Europe occidentale pour l'Espagne, qui s'est tenue à Paris samedi et dimanche derniers, a réuni plusieurs centaines de participants français et étrangers. On notait des délégations venues de Suisse, de Belgique, d'Italie, de Grande-Bretagne, du Danemark, des Pays-Bas, du Portugal, d'Autriche, de Norvège et de Suède.

Des messages d'adhésion et de solidarité furent envoyés par nos amis Wilson, leader du parti travailliste ; Léo Collard, président du parti belge, et Saragat, secrétaire général du P.S.D.I. La délégation du Parti socialiste S.F.I.O. comprenait Georges Brutelle, secrétaire général adjoint ; J. Moch, Jacques Piette, et Claude Fuzler, membres du Comité Directeur ; André Chandernagor, député ; Ulysse Peillat, membre du bureau du Conseil général de la Seine, et les avocats Betty Brunschvig et Gérard Rosenthal. On pouvait remarquer également la présence d'Edouard Daladier, du parti radical ; Daniel Mayer et Suzanne Colette-Kahn, de la Ligue des droits de l'homme ; Joseph Kessel, de l'Académie française ; Waldeck Rochet, François Billoux et Georges Gosnat, du parti communiste ; Maurice Joyeux, de la C.G.T.-F.O. ; Yves Jouffa, du P.S.U. ; Simone Signoret, Pierre Prévert, Claude Roy, etc., ainsi que le député socialiste italien L. Basso, les députés travaillistes Mendelson et Davies ; René Blum, ancien ministre de la Justice du Luxembourg ; André Sandoz, maire socialiste de La Chaux-de-Fonds ; Agnoletti, maire adjoint de Florence, représentant de M. La Pira, etc.

La Conférence a adopté deux résolutions politiques et une juridique, qui condamnent le régime franquiste. Elle a envisagé une prochaine réunion pour

examiner les conditions dans lesquelles les décisions prises auront pu être appliquées.

## L'intervention de Georges Brutelle

Georges Brutelle, secrétaire adjoint, a pris la parole au cours de la séance de lundi après-midi, qui était présidée par Jules Moch. Il a déclaré :

« Notre secrétaire général Guy Mollet a adressé à Mme Grimau un message personnel.

Il n'y a pas de mot pour traduire les grandes douleurs, et les grandes résolutions n'ont pas besoin de longs développements pour s'exprimer.

En ces circonstances, je veux donc m'efforcer d'être bref et sobre autant qu'il est possible.

Le Bureau national de notre Parti n'a pas voulu que l'on puisse donner de notre propre présence une interprétation fautive ou erronée : nous ne voulons pas que l'on puisse tirer de notre participation à ces travaux, à côté de représentants du parti communiste de ce pays, des conclusions s'appliquant à la politique intérieure française.

Mais tout ce qui touche à l'Espagne martyre tient la plus large place dans le cœur et dans la pensée des démocrates socialistes de ce pays.

Mais la lutte contre tous les systèmes totalitaires est une constante de l'action socialiste.

Mais il n'est pas possible que l'on assassine un homme, après une parodie de justice, en l'accusant de crimes dont la preuve n'est pas établie, qui auraient été commis en pleine guerre civile il y a plus de 25 ans, sans que les socialistes fassent entendre leur protestation.

A ceux qui pourraient nous reprocher de ne pas connaître le dossier Grimau, nous n'hésitons pas à répondre qu'il

n'a pas été condamné sur un dossier, mais par intention politique.

Nous répondrons encore que nous avons mieux connu d'autres dossiers : ceux des socialistes et syndicalistes exécutés ou morts sous la torture, et que Franco ne fait aucune différence entre ceux qu'il assassine.

Il n'y a pas pour nous un cas Grimau. Dans l'hommage que nous lui rendons en ce jour, nous ne voyons pas spécifiquement en Grimau le militant communiste. Nous voyons le martyr et ce martyr est pour nous un symbole du martyr de l'Espagne.

Ainsi, nous refusant à dissocier les morts, nous nous refusons de même à exploiter leur mémoire à des fins politiques particulières et étroitement partisans.

C'est pour avoir reçu l'assurance que tous viendraient ici dans cet esprit, qu'il ne serait question ni pour le P.C. ni pour le P.S.U. ni pour nous-mêmes d'utiliser cette tribune au seul bénéfice de la propagande de nos partis respectifs, que notre Bureau national a autorisé la participation des militants de la S.F.I.O. et qu'il m'a délégué pour le représenter.

Il est une préoccupation cependant dont je veux vous entretenir avec une totale franchise.

Dans le passé, cette Conférence a mis l'accent sur le problème de l'amnistie.

Nous comprenons fort bien la préoccupation qui animait ses membres et l'élan humanitaire qui poussé de nombreux militants dans cette voie.

Il n'en reste pas moins que la plupart des organisations de la résistance espagnole avec lesquelles nous sommes en contact n'admettent pas de faire leur ce thème qui est proposé à notre action.

(SUITE AU VERSO)

...ces vitres et notamment le tableau du pare-brise sont en effet exceptionnelles. Elles traduisent l'agrandissement en longueur comme en hauteur de l'espace intérieur, qui explique la bonne position en extension de tous les passagers.

Lumière, espace, confort... Par leur conception résolument moderne, la SIMCA 1300 et la SIMCA 1500 s'imposent d'emblée comme des voitures faites pour durer.

**SIMCA 1300**  
**UNE 7 CV**  
**BELLE, CONFORTABLE**  
**ET SURE**

**BELLE**, racée, telle est la SIMCA 1300. Coulée d'un seul bloc : capot plongeant, habitacle aux vastes proportions, coffre profilé... Ouvertes à angle droit, ses 4 portières incitent à franchir leur seuil sans effort pour trouver un intérieur choisi, accueillant, d'une élégance sans défaut.

**CONFORTABLE**: On s'y installe tout naturellement, on s'y détend en toute quiétude. Les deux banquettes distribuent l'espace de 5 places généreuses où chacun est bien, où chacun est entièrement libre de ses mouvements. Chaque détail fait de la SIMCA 1300 une voiture où l'on se repose en voyageant.

**SURE** grâce à la robustesse de sa carrosserie auto-porteuse, à la facilité de manœuvre de sa boîte à 4 vitesses toutes synchronisées, à la puissance de son moteur 7 CV-5 paliers, à la sûreté de ses freins à toute épreuve, à la souplesse et à la douceur de sa suspension. Ces qualités, la SIMCA 1300 vous les offre pour un prix très raisonnable : **7 800 F. + t.l.**

**CARACTERISTIQUES PRINCIPALES**

Puissance fiscale .... 7 CV  
 Cylindrée ..... 1.290 cm<sup>3</sup>  
 Puissance réelle .... 62 ch. SAE  
 Rayon de braquage. 4,90 m  
 Capacité du coffre . 340 dm<sup>3</sup>  
 Réservoir essence ... 55 litres  
 Vitesse de pointe .. Plus  
 de 130 km/h

**SIMCA 1500**  
**LUXE**  
**ET**  
**PERFORMANCES**

**LUXE** : une visibilité totale dans toutes les directions, une accessibilité exceptionnelle, un confort étendu aux 5 places, une finition intérieure somptueuse, une abondance de raffinements et d'innovations ingénieuses font de la SIMCA 1500 une voiture de grand luxe : fauteuils avant 3 D à réglage individuel et dossier basculant faisant couchette, planche de bord façon bois à dessus gainé.

**PERFORMANCES :**

la puissance de la SIMCA 1500 est le fait de son moteur 4 cylindres en ligne nerveux, robuste (vilebrequin supporté par 5 paliers) et capable de grandes performances. Sa suspension souple et douce, du type « nacelle », lui assure un aplomb imperturbable, même à 145 km/h. Ses 4 vitesses toutes synchronisées permettent des reprises brillantes à tous les régimes. Garantie totale de sécurité : la SIMCA 1500 est équipée de **FREINS A DISQUE.**

**CARACTERISTIQUES PRINCIPALES**

Puissance fiscale .... 8 CV  
 Cylindrée ..... 1.482 cm<sup>3</sup>  
 Puissance réelle .... 81 ch. SAE  
 Dimensions :  
 longueur hors-tout. 4 m 253  
 largeur hors-tout.. 1 m 580  
 hauteur hors-tout.. 1 m 400  
 Poids total en charge 1.400 kg.  
 Vitesse de pointe... 145 km/h.



**SIMCA**  
*luxe et perfor*

# La Conférence d'Europe occidentale pour l'Espagne

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Il n'y a pas eu d'armistice en Espagne. Pour nos camarades comme pour nous-mêmes, le gouvernement de Franco est le gouvernement de la rébellion, il est illégal, il n'est pas pensable de réclamer de lui un acte juridique quand on ne reconnaît comme licite aucun de ses actes. Secondairement, nos camarades s'indignent à l'idée d'implorer la clémence du bourreau.

Enfin, c'est moins d'amnistie que d'une action concertée pour abattre le produit et le complice d'Hitler et de Mussolini qu'il s'agit.

Vous devez savoir que nous sommes solidaires de ces camarades espagnols et que nous sommes décidés à soutenir leur point de vue.

Il est clair que sur ce point des désaccords subsistent entre les diverses délégations participant à la Conférence.

Cependant, les propositions de résolutions tiennent compte de la plupart des préoccupations qui sont les nôtres et nous acceptons de nous associer.

Notre souhait le plus ardent est que

l'action continue des hommes venus ici des horizons les plus divers de la pensée politique contribue activement à la fin de la dictature franquiste et permette l'avènement, en Espagne, d'un régime de pleine démocratie où la dignité de l'homme sera respectée et ses libertés assurées.

Notre souhait dans l'immédiat est que l'éveil de la conscience universelle impose des limites à la cruauté des bourreaux et que Grimau soit sa dernière victime.

C'est là le sens de la mission que s'est tracée la veuve de ce martyr.

Que dans sa peine immense notre volonté d'agir soit pour elle un réconfort et que ses enfants si cruellement frappés trouvent la force de ne pas désespérer de l'humanité à l'orée de leur vie.

Vive l'Espagne libre !

Vive la Démocratie universelle ! »

## Les résolutions adoptées

Dans une première résolution, la Conférence, rappelant qu'elle s'est réunie « à la suite de l'émotion profonde et universelle provoquée par le procès devant un tribunal d'exception, la condamnation à mort et l'exécution de Julian Grimau Garcia,

S'élève contre cette atteinte aux principes élémentaires de la civilisation moderne qui visent à assurer le respect et la protection de la personne humaine,

Constata que ce crime s'inscrit dans une longue suite d'actes odieux commis par le gouvernement franquiste contre les Espagnols suspectés de se livrer à des activités tendant à la libération de l'Espagne et à la restauration de la légalité, mais dénoncées comme subversives par ce régime,

La Conférence estime devoir rappeler que le régime de Franco fut instauré grâce à l'intervention militaire de Hitler et de Mussolini dont il fut le soutien pendant la dernière guerre mondiale,

Dénonce ce régime comme la survivance la plus typique du fascisme en Europe et comme le refuge de nombreux criminels de guerre.

Elle adresse à l'Organisation des Nations Unies un pressant appel pour qu'elle prenne conscience de cette situation et particulièrement de l'incompatibilité qui existe entre le régime franquiste et les principes définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans la Charte des Nations Unies.

En conséquence, elle invite l'O.N.U. à porter à l'ordre du jour de sa prochaine Assemblée générale l'examen du problème espagnol et l'étude des mesures à prendre pour assurer à l'Espagne un régime basé sur les principes élémentaires du droit,

Invite tous les Etats membres à soutenir cette initiative,

Adresse un vibrant appel à l'opinion universelle pour soutenir et diffuser le présent appel. »

Une seconde résolution prévoit un ensemble de mesures contre le régime franquiste. La conférence « adresse un pressant appel à l'Organisation des Nations Unies et aux Etats membres de cette organisation pour que, dans une claire conscience de la situation politique et juridique du régime franquiste, ils adoptent, en raison de la participation de l'Espagne franquiste à divers organismes et commissions techniques dépendant de l'O.N.U., la réserve nécessaire,

Considère que l'adhésion de l'Espagne franquiste aux différents organismes internationaux créés ou en création en Europe occidentale serait une insulte à l'opinion publique et, dans les circonstances actuelles, contraire aux principes démocratiques dont se réclament ces organismes,

Considère également que toute aide militaire, économique et financière à l'Espagne franquiste, sur la base d'accords bilatéraux, est tout aussi inacceptable, notamment parce qu'elle aurait pour effet de prolonger l'existence du régime franquiste,

Invite en conséquence les gouvernements et les opinions publiques des nations de l'Europe occidentale à agir en tenant compte de ces considérations, qui subsisteront tant qu'existera le régime franquiste.

D'autre part, la Conférence, largement informée du sort misérable de très nombreuses familles de prisonniers politiques — dont certains sont incarcérés depuis plus de vingt ans — fait appel à la solidarité de tous pour qu'une aide morale et matérielle leur soit apportée d'urgence.

Enfin, elle demande instamment aux organisations juridiques, culturelles, religieuses, philosophiques, syndicales et politiques, d'assister par tous les moyens qui sont en leur pouvoir ceux qui, en Espagne et hors d'Espagne, poursuivent courageusement le combat afin de doter la nation espagnole d'un régime basé sur les principes démocratiques.

## CONVOCATIONS

### FEDERATION DE LA SEINE

**Ire SECTION.** — Ce soir, à 21 heures, réunion de section, à la permanence, 1, rue Léopold-Bellan. Congrès.

**GENNEVILLIERS.** — Vendredi 10, à 20 h. 45, réunion de section chez le camarade Eugène-Girondeau, 3, rue Royer-Désert. Congrès.

**VILLENEUVE-LA-GARENNE.** — Ce soir, à 21 heures, réunion de section lieu habituel. Congrès.

## CREDIT LYONNAIS

### SITUATION AU 2 AVRIL 1963

La situation établie au 2 avril se totalise à 17 milliards 364 millions de F. contre 17 milliards 194 millions au 28 février.

Au passif, les comptes de chèques, les comptes courants et les bons et comptes à échéance fixe progressent de 13 milliards 78 millions à 13 milliards 181 millions. Les créiteurs divers passent de 1.411 à 1.460 millions.

A l'actif, le portefeuille effets revient de 11 milliards 561 millions à 11 milliards 496 millions, tandis que les comptes courants, à 2.680 millions, accusent un léger progrès.

Le directeur de la publication :

René NAEGELEN.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.

89-91, rue La Fayette

Paris (9<sup>e</sup>)



# lire Paris

## CONFÉRENCE NATIONALE AGRICOLE

le dimanche 12 Mai 1963

Salle des Fêtes, rue Henri-Martin à Puteaux

### Nasser à Alger :

## LE MAGHREB EN CAUSE ?

LES commentaires superstitieux et superfétatoires autour de la visite que fait en ce moment, depuis samedi, le président Nasser chez M. Ben Bella, n'ont pas manqué. Il est vrai aussi que l'événement en valait la peine, qui devrait permettre de répondre à la grande question de savoir si M. Ben Bella est ou n'est pas ce « *suppôt de Nasser* », que d'aucuns prédisent en lui depuis des années ; et il est non moins vrai que les circonstances mêmes du déplacement du Raïs, avec toute une série de catastrophes — dont la mort, dimanche, de M. Khemisti — lui ont conféré un climat émotionnel dans lequel parler de « signes du destin » a pu ne pas paraître exagéré chez des observateurs pourtant avertis.

En tout état de cause, les vœux que M. Ben Bella a émis samedi soir sur le stade municipal d'Alger ne pouvaient

J.-P. P.

(SUITE AU VERSO)

# THEREAU

ne sollicitera pas

### Violences en Alabama

## UN DÉSHONNEUR pour les Etats-Unis

IL faut avoir vu des photos des manifestations antiracistes qui se déroulent actuellement à Birmingham, dans l'Etat américain d'Alabama, pour comprendre combien, comme l'écrivait hier matin le NEW YORK TIMES, il s'agit pour les Etats-Unis d'un « déshonneur national ».

Des chiens policiers qui se jettent tous crocs dehors sur des enfants noirs ; des enfants, encore, aspergés par les lances à incendie à haute pression ; des enfants — toujours eux — qu'on conduit en prison à l'âge de six ou dix ans. Voilà le spectacle honteux qu'offrent au monde entier les autorités de l'Etat d'Alabama.

Et ces enfants manifestaient pour qu'on accorde à eux et leurs parents le droit à la liberté. Depuis le 3 avril, treize cents Noirs ont été emprisonnés parce qu'ils manifestaient contre la ségrégation raciale.

Certes le propre frère du président Kennedy, M. Robert Kennedy, ministre de la Justice, vient justement de rappeler que les Noirs ne faisaient qu'exprimer leur « juste ressentiment contre les réelles et graves injustices dont ils sont l'objet ». Certes le président Kennedy lui-même s'est déclaré « consterné » par la situation en Alabama et par les actes de violences qui se produisent à Birmingham.

Mais cela ne suffit pas. C'est, comme le souligne le NEW YORK TIMES, le

de correction, uniquement parce qu'ils demandaient qu'on leur accorde le droit à la liberté, est un travesti de la légalité.

Sur le plan international, ces crimes coûteront très cher aux Etats-Unis... Mais notre inquiétude immédiate porte moins sur ce que les autres pensent de tout cela que sur ce que nous subissons, nous autres Américains. Nous ne pouvons rester muets devant cette dégradation chez nous. Chacun de nous est diminué par cette violation choquante des droits de l'homme en Alabama. C'est le rôle du président de s'assurer que la Constitution est observée dans cet Etat comme dans tous les autres où les principes sont piétinés. »

## Un discours de Guy Mollet à Outreau

Prenant la parole à Outreau devant les militants socialistes du littoral boulo-nnais, Guy Mollet a défini le rôle et les chances du socialisme à l'heure actuelle dans le monde et plus particulièrement en France.

CONFERENCE D'EUROPE OCCIDENTALE  
POUR L'AMNISTIE AUX EMPRISONNES  
ET EXILES POLITIQUES ESPAGNOLS

4, Rue Choron - PARIS-9<sup>e</sup>  
TÉL. : LAM. 47-80 et 72-87

# Appel de Madame Julian Grimau

Après l'exécution de son mari, Mme Julian Grimau a fait une communication à la presse française et internationale le 24 avril au Palais d'Orsay, à Paris, devant plus de 200 journalistes, en présence de ses avocats français, anglais et italien. Les journaux d'information ont largement rendu compte de cette conférence de presse, ainsi que les principales stations de radio et de radio-télévision d'Europe et des Etats-Unis.

Nous nous permettons de vous adresser le texte intégral de l'appel de Mme Julian Grimau :

## LA DÉCLARATION DE MADAME JULIAN GRIMAU A LA PRESSE INTERNATIONALE

« Mesdames, Messieurs,

*Je me suis permis de vous demander de venir aujourd'hui pour vous remercier de tout ce que la presse, la radio et la télévision ont fait en faveur de mon mari. En même temps, je veux exprimer de tout mon cœur ma reconnaissance envers les chefs d'Etat et de gouvernement, les hiérarchies ecclésiastiques, personnalités politiques, intellectuelles, universitaires, tous les hommes et femmes aux sentiments humains, dans le monde entier, qui se sont intéressés et sont intervenus pour sauver la vie de mon mari.*

*Je vous prie de transmettre ma reconnaissance pour les preuves de solidarité et les consolations qui me parviennent de partout, et que je n'oublierai jamais. C'est cette solidarité humaine qui m'a entourée qui m'a donné la force de tenir dans cette épreuve, la plus horrible qu'une mère, une épouse, puisse subir.*

*Dans ces heures douloureuses, blessée par la perte irréparable dont souffre mon foyer, je tiens à déclarer solennellement que l'assassinat de mon mari est un acte politique de vengeance et de haine du général Franco.*

*La victime dans cette circonstance a été mon mari. Cela aurait pu être, également, un autre quelconque antifranquiste. J'ai le devoir de dénoncer, avec toute l'énergie qui me reste, ce crime.*

*Aucune des accusations qui lui étaient imputées n'ont pu être démontrées. Ainsi me l'ont fait savoir mes avocats ; ainsi a pu le démontrer l'avocat du corps juridique militaire qui a défendu mon mari devant le Conseil de Guerre « Sumarissimo » qui l'a condamné à mort.*

*Je tiens à vous dire que quelques jours avant le Conseil de Guerre, un acte de conciliation a eu lieu devant un tribunal de Madrid à l'occasion de la plainte déposée par l'avocat Armandino Rodriguez Armada,*

du Barreau de Madrid, contre le journal « Arriba », pour calomnies publiées dans ce journal contre Julian Grimau. Quand M. Armandino Rodriguez Armada, demanda au directeur de ce journal de fournir les preuves qui justifient les calomnies qu'il avait écrites, il ne le fit pas. Il ne les avait pas ; elles n'existent pas.

Le général Franco, répondant à M. Khrouchtchev, a dit qu'il ne pouvait gracier Julian Grimau à cause de « crimes » qu'il aurait commis pendant la guerre civile. La réalité est bien différente. La réalité est qu'un quart de siècle après la guerre d'Espagne, quand tous les Espagnols — peu importe de quel côté ils aient lutté — désirent ardemment que soit établi en Espagne un régime de tolérance et de paix, le général Franco défie la conscience nationale et universelle en poursuivant une politique de guerre civile.

Ce qu'ils ont fait à mon mari est monstrueux. Ils l'ont accusé, jugé et condamné sans la moindre garantie juridique, parce qu'il était un communiste, un démocrate espagnol.

C'est la deuxième victime que le franquisme a faite dans ma famille. Au début de la guerre civile, mon père, parce qu'il était un simple militant du Parti Socialiste Espagnol, fut également fusillé, sans même passer devant les tribunaux à Saragosse.

En face de l'irréparable, je veux exprimer, devant la conscience universelle, ce qui est aujourd'hui mon vœu le plus profond, celui aussi de ma mère et de mes filles :

Que le sang versé par Julian Grimau soit le dernier ! Que le général Franco soit mis au ban de la société civilisée !

Mon plus ardent désir est qu'en Espagne règne la paix, que mon pays puisse vivre sous un régime démocratique.

Je ne veux pas que d'autres mères, d'autres épouses et d'autres enfants aient à souffrir ce que nous souffrons en ces moments.

Je sais ce qui a été fait dans le monde pour empêcher ce crime, et la vague d'indignation qu'il soulève. Très émue, j'ai assisté hier au rassemblement du peuple de Paris.

Maintenant, mes pensées vont vers ceux qui sont menacés du même sort tragique que mon mari et vers les emprisonnés politiques qui remplissent les prisons espagnoles. J'ai appris que les 4 et 5 mai aura lieu à Paris une Conférence extraordinaire pour l'Espagne, à laquelle sont invités tous les hommes de bonne volonté des pays d'Europe Occidentale. Je saisis cette occasion pour demander instamment à tous, je dis bien : à tous, quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses, d'assister à cette Conférence, afin qu'elle aide à mettre fin aux crimes politiques en Espagne.

Pour terminer, permettez-moi de vous exprimer mes sincères remerciements pour les nombreuses preuves de chaleur humaine que je reçois ces jours-ci, et qui m'aident tant à supporter ma douleur. »

L'exécution de Julian Grimau laisse craindre une nouvelle période de répression en Espagne. L'appel aux personnalités politiques, religieuses, intellectuelles, universitaires, syndicales, d'adhérer à la Conférence extraordinaire qui se réunira les 4 et 5 mai 1963 à Paris revêt une haute signification par son caractère pressant : il faut que Julian Grimau soit la dernière victime de l'esprit de guerre civile qui sévit encore aujourd'hui en Espagne.

LA CONFERENCE D'EUROPE OCCIDENTALE POUR L'AMNISTIE  
AUX EMPRISONNES ET EXILES POLITIQUES ESPAGNOLS VOUS  
PRIE DE BIEN VOULOIR DONNER VOTRE ADHESION A LA  
CONFERENCE EXTRAORDINAIRE DES 4 ET 5 MAI A PARIS ET  
ELLE SOUHAITE ARDEMMENT QUE VOUS PUISSIEZ PARTICIPER  
A SES TRAVAUX.

CONFERENCE EXTRAORDINAIRE D'EUROPE OCCIDENTALE POUR L'ESPAGNE

Parmi les espagnols qui ont assisté a la Conférence  
on a remarqué:

- MM. Julio ALVAREZ DEL VAYO Ancien Ministre des Affaires Etrangères  
de la République Espagnole
- José BALLESTER GOZALVO - President de la Ligue des Droits de  
L'Homme en exil
- José CORRALES EGEA - Ecrivain
- Manuel FABRA - de la Confederation Nationale du Travail
- Francisco FARRERAS - Ecrivain
- Xavier FLORES - Historien
- Angel GALARZA - ex-Ministre de la Republique Espagnole
- Vivente GIRBAU - Ecrivain
- Manuel IRUJO - ex-Ministre de la Republique. Ministre  
du Gouvernement Basque en exil
- Baltasar LOBO - Sculpteur
- José MALDONADO - Ministre de la Republique Espagnole  
en exil. President de A.R.D.E.
- MARCOS ANA - Poete récemment libéré, après 23 années  
de prison en Espagne.
- José ORTEGA - Peintre
- Antonio PORRAS - Ecrivain
- José PALLACH - Secretaire Général du Mouvement  
Socialiste catalan
- Antonio REMIS - Agroupation Republicaine Democratique  
Espagnole A.R.D.E.
- José PASCUAL - de la Confédération Nationale du Travail
- Miguel SALABERT - Ecrivain
- Joan SAURET - Secretaire Général de Esquerra Republi-  
caine de Catalogne
- Jorge SEMPRUN - Ecrivain. Prix FORMENTOR 1963
- Fernando VALERA - Ministre de la Republique Espagnole  
en exil
- Ramon VILADAS - Avocat
- Manuel TUNON DE LARA - Ecrivain.

COMMISSION d'ORIENTATION

PROJET DE RESOLUTION GENERALE No. 1.

La Conférence Extraordinaire d'Europe Occidentale pour l'Espagne, a réuni à Paris, les 4 et 5 mai 1963, de nombreuses organisations et personnalités venant de divers pays d'Europe Occidentale, et représentant de larges secteurs de l'opinion, à la suite de l'émotion profonde et universelle provoquée par le procès devant un Tribunal d'exception, la condamnation à mort et l'exécution de Julian GRIMAU GARCIA,

S'élève contre cette atteinte aux principes élémentaires de la civilisation moderne qui visent à assurer le respect et la protection de la personne humaine,

Constata que ce crime s'inscrit dans une longue suite d'actes odieux commis par le gouvernement franquiste contre les Espagnols suspectés de se livrer à des activités tendant à la libération de l'Espagne et à la restauration de la légalité mais dénoncées comme subversives par le régime,

La Conférence estime devoir rappeler que le régime de Franco fut instauré grâce à l'intervention militaire de Hitler et de Mussolini dont il fut le soutien pendant la dernière guerre mondiale,

Dénonce ce régime comme la survivance la plus typique du fascisme en Europe et comme le refuge de nombreux criminels de guerre,

Elle adresse à l'Organisation des Nations Unies un pressant appel pour qu'elle prenne conscience de cette situation et particulièrement de l'incompatibilité qui existe entre le régime franquiste et les principes définis dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans la Charte des Nations Unies,

En conséquence, elle invite l'O.N.U. à porter à l'ordre du jour de sa prochaine Assemblée Générale l'examen du problème espagnol et l'étude des mesures à prendre pour assurer à l'Espagne un régime basé sur les principes élémentaires du droit.

Invite tous les Etats membres à soutenir cette initiative.

Adresse un vibrant appel à l'opinion universelle pour soutenir et diffuser le présent appel.